

le prolétaire

mensuel

organe du parti communiste international

CE QUI DISTINGUE NOTRE PARTI : La revendication de la ligne qui va de Marx à Lénine, à la fondation de l'Internationale Communiste et du Parti Communiste d'Italie (Livourne, 1921) ; la lutte de la Gauche Communiste contre la dégénérescence de l'Internationale, contre la théorie du « socialisme dans un seul pays » et la contre-révolution stalinienne ; le refus des Fronts populaires et des blocs de la Résistance ; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et électoraliste.

18 Février au 17 mars 1983
19^e année 3 F N°370

NOS TACHES

Nous avons montré dans le numéro précédent (le sens de notre combat politique) que notre perspective politique est toute entière orientée vers la nécessaire fusion entre le mouvement social et le communisme révolutionnaire. C'est pourquoi dès maintenant, notre tâche principale est de développer une solide ligne politique et tactique révolutionnaire et une activité militante organisée pour œuvrer dans ce sens.

La terrible période de contre-révolution qui sévit depuis près de 50 ans est parvenue, en détruisant physiquement et politiquement l'Internationale Communiste, à séparer durablement les masses prolétariennes et opprimées du monde entier de l'organe révolutionnaire de combat dont elles s'étaient dotées dans les années 1920 : le parti communiste mondial. Aujourd'hui, avec le développement des contradictions interimpérialistes à l'occasion de l'approfondissement de la crise qui frappe le système capitaliste à l'échelle internationale, les mouvements d'explosion sociale et de lutte des masses ont tendance à prendre de plus en plus d'ampleur. Cela accentue l'urgence (au sens historique du terme à une époque qui est celle des « guerres et des révolutions ») de la constitution du parti communiste révolutionnaire compact et puissant regroupant l'avant-garde combattante des travailleurs, capable d'entraîner les plus larges couches des masses laborieuses et de diriger la lutte de classe libératrice de toute exploitation. En effet seule la transformation de la lutte des classes en une lutte organisée de parti permettra d'avancer vers la destruction irréversible de l'infâme ordre capitaliste et impérialiste et vers la dictature du prolétariat menant à l'émancipation finale des masses du monde entier.

Pour que ce "parti compact et puissant" exprimant dans la pratique la fusion du mouvement social et du socialisme scientifique et façonnant l'histoire puisse surgir sur le terrain de la lutte des classes, il faut tout un travail de préparation mené par un parti d'avant-garde révolutionnaire. Un tel parti, tout en cherchant en permanence à influencer, éduquer et organiser les plus larges couches possibles de travailleurs doit se développer par une pratique révolutionnaire et une activité organisées systématiques en vue d'unifier autour d'une ligne politique solide toutes les énergies combattives secrétées par le mouvement social. La réalisation d'une telle

suite page 4

A BAS L'IMPERIALISME FRANÇAIS !

Nouvelle Calédonie

INDEPENDANCE IMMEDIATE ET SANS CONDITION ! (1)

Le 19 septembre 1981 était assassiné Pierre Declercq, leader de l'Union Calédonienne, principale formation indépendantiste. En mai 1979, le pouvoir giscardien avait dissous l'Assemblée territoriale et suspendu le conseil local du gouvernement, considérés comme trop ouverts aux idées indépendantistes. En juillet de la même année les élections renvoyaient une assemblée de même composition. Le 22 juillet 1982 des colons extrémistes attaquaient l'Assemblée territoriale. Le 6 janvier 1983, dans une petite localité du nord de l'île à Touho, quelques dizaines de Mélanésiens avaient « attaqué à coups de pierres », la gendarmerie locale, symbole de l'oppression coloniale. Le 10 janvier enfin, une patrouille d'une dizaine de gendarmes tombaient dans une embuscade près de Koinde, se soldant par la mort de deux d'entre eux. La montée des antagonismes qui couvaient depuis des années est manifestement en train de s'accélérer dans cette lointaine possession coloniale de l'impérialisme français, et aucun décret, ni aucune manœuvre politique ne pourra empêcher que ce lointain territoire ne devienne indépendant. L'attitude des communistes en France ne peut être que celle de dénoncer son propre impérialisme et aujourd'hui l'aspect social impérialiste qu'il se donne avec la gauche au pouvoir, en propageant partout la nécessité de l'indépendance immédiate et sans condition pour tous les DOM-TOM. Les voyages d'Emmanuel puis de Mauroy dans toutes les possessions d'outre-mer à l'occasion des municipales et des élections régionales dans les DOM n'ont d'autre signification que celle de renforcer la présence tricolore en cherchant à faire basculer la droite majoritaire dans ces territoires au profit de la gauche, enfin d'entreprendre les réformes utiles à la poursuite de l'occupation coloniale.

La Nouvelle Calédonie est une île située à 20 000 km de la métropole à 3 000 km à l'Est des côtes australiennes. Grande comme deux fois la Corse elle n'est peuplée que de 140 000 habitants. La principale richesse exploitée est le nickel qui fait de la France le 3^{ème} producteur mondial. D'autres richesses potentielles sont constituées par les nodules polymétalliques qui tapissent le fond des mers chaudes dans la zone côtière. La proposition de faire passer les eaux territoriales à 200 miles marins ferait de la France le 3^{ème} empire maritime mondial. Toutes ces possessions d'outre-mer, des Caraïbes, de l'Océan Indien et du Pacifique font de la France une puissance métallifère potentielle colossale. On comprend dès lors tout l'intérêt pour l'impérialisme de sauvegarder sa présence dans ces territoires, que le gouvernement soit de droite ou de gauche. Les méthodes changent mais l'objectif est le même : RESTER.

La société calédonienne

La population calédonienne est schématiquement divisée en 4 groupes. Les Mélanésiens parqués pour la plupart dans des réserves sont 58 000, dont 15 000 dans l'archipel de la Loyauté. Les colons de vieilles souches, les caldoches, sont 40 000. Les métropolitains, fonctionnaires français, une dizaine de milliers, et des immigrés 26 000 dont 10 000 Wallisiens, 6 000 Tahitiens et 10 000 indonésiens, chinois et vietnamiens. Les Mélanésiens originaires de l'île sont donc minoritaires dans ce pays. C'est l'un des arguments avancés par les caldoches pour refuser toute idée d'indépendance mélanésienne qu'ils taxent abruptement de "raciste" parce qu'elle refuse la domination politique de la race blanche. Quant aux immigrés ils n'ont pas de position homogène et si les prolétaires du

suite page 2

TROUPES FRANÇAISES HORS DU LIBAN !

Le gouvernement français a décidé au début du mois de février de renforcer le contingent militaire au Liban, fort de 1 654 hommes, de 298 légionnaires supplémentaires.

Ce renforcement des effectifs s'inscrit dans une période de tension accrue à Beyrouth et au Liban : poursuite des affrontements entre population druze et milices chrétiennes dans le Chouf et d'une répression systématique contre les masses palestiniennes et libanaises, piétinement des négociations entre le bourreau sioniste et l'apprenti-bourreau qu'est l'Etat libanais en voie de reconstitution pénible, concernant le retrait des troupes israéliennes, attentats contre les troupes françaises à Beyrouth.

Nous avons déjà montré que dans le cadre d'un nettoyage systématique de toute potentialité de résistance et de lutte des masses palestino-libanaises les différentes forces contre-révolutionnaires qui interviennent sur place cherchent chacune à tirer la couverture à soi et à renforcer leur influence politique et militaire. La force multinationale d'intervention avec en tête le contingent français qui est de loin le plus actif, poursuit son ignoble besogne de "nettoyage" en cherchant conjointement à renforcer la reconstruction de l'Etat libanais sous l'autorité d'Amin Gemayel. Il s'agit par là, pour le gangster impérialiste français et pour ses acolytes en consolidant l'Etat libanais, de l'utiliser pour peser sur la construction d'un ordre contre-révolutionnaire le moins fragile possible.

Le boucher sioniste au contraire n'entend se retirer qu'en laissant derrière lui un Etat libanais directement favorable à ses propres orientations expansionnistes. C'est pourquoi les Israéliens encouragent les actions des "Forces libanaises" qui de fait résistent à une intégration docile dans l'armée libanaise d'Amin Gemayel. Ces forces libanaises représentent la tendance la plus dure du camp chrétien ; elles sont d'ailleurs directement impliquées, comme exécuteur des basses besognes, dans les massacres de Sabra et de Chatila et poursuivent actuellement une véritable "chasse aux palestiniens" dans le Sud-Liban, notamment à Saïda.

suite page 3

Perspectives prolétariennes et lutte des classes en Amérique Centrale

« C'est un avertissement au Nicaragua et à Cuba contre tout aventurisme dans la région des Caraïbes », a déclaré un porte-parole du Pentagone à propos des grandes manœuvres qui se sont déroulées à la frontière du Nicaragua et dans lesquelles étaient engagés 1 600 soldats américains et 4 000 militaires du Honduras. La théorie qui a cours à Washington — une théorie qui ne date pas d'aujourd'hui c'est clair, même si c'est dans le style de Reagan d'en faire un drapeau solennel — est en fait que la prospérité et la paix règne-

raient en Amérique Centrale s'il n'y avait pas le Diable sous l'habit castroïste ou sandiniste. Comme le dit un militaire de haut niveau de la région : « nos peuples sont habitués à la faim ; s'ils se révoltent, cela veut dire que quelqu'un les pousse ». C'est pourquoi après l'échec du coup de main des Etats-Unis dans la Baie des Cochons, la grande obsession du Pentagone a été d'isoler le foyer d'infection nicaraguayen, et le moyen le plus adapté à ce but, à part les bandes "irrégulières" de nostalgiques de Somoza largement subventionnées par Washington, a été l'utilisation dans un but militaire du Honduras, allié modèle, "république bananière" par excellence (qui est aussi maintenant la république du café et du bois précieux), paradis de l'United Fruit et de l'United Brands, un pays où le taux de chômage et de sous-emploi atteint 64 % de la population et où la distribution du revenu national est telle que 5 % de la population se partagent 29 % de ce revenu et que, au bas de l'échelle, 20 % de cette même population ne reçoivent que 3 % du revenu.

Les Etats-Unis ne regardent pas à la dépense quand il s'agit d'amis très chers. L'aide militaire au Honduras est

suite page 6

Automobile : que crève la paix sociale !

Voilà plusieurs mois que l'industrie automobile française est le théâtre de luttes sociales et de grèves qui ont ressemblé comme jamais le front anti-ouvrier patronat-bonzes-gouvernement.

En un an toutes les usines de la région parisienne ont été touchées, et il est à prévoir que ces conflits sont loin de se terminer.

Leur origine est de deux ordres. D'une part, il s'agit de grèves quasi spontanées lancées par la base dans les ateliers, pour obtenir des améliorations de salaires et faire sauter les verrous des grilles de classifications. D'autre part, il s'agit aussi pour les ouvriers d'en finir avec le fascisme quotidien qui sévit dans ces entreprises, où la maîtrise, y compris à RENAULT, règne en maître et, tel un chancre, ronge de son emprise parasitaire les conditions de vie déjà terribles des OS.

Ce mélange détonnant de frustrations, d'exploitation bestiale au quotidien, d'ambiance carcérale dans ces bagnes modernes placés au cœur de la "civilisation", a fini par exploser sans que personne n'ait encore pu — du côté des ex-

perts en paix sociale — maîtriser l'onde de choc.

A l'automne 81 et au printemps 82, les bonnes âmes de la gauche tentèrent de caresser les travailleurs dans le sens de leurs aspirations : d'une part, là où l'encadrement réformiste faisait défaut, comme à CITROEN, le gouvernement facilitait l'implantation de la CGT au détriment de la CSL honnie. On nomma des médiateurs, des commissions de conciliation, on lâcha quelques miettes sur le salaire. A charge pour la CGT de maintenir l'effervescence des OS dans les limites compatibles avec les besoins de la production. On vit donc chez CITROEN et chez TALBOT un gonflement vertigineux des effectifs de la GGT. Le problème, c'est que la qualité des nouveaux bataillons recrutés était tout autre que celle des bonzes type RENAULT, avilis depuis des décennies par la cogestion et les compromissions en tous genres avec le patronat.

Canaliser dans un sens conciliateur et capitulaire des milliers de travailleurs venus au syndicat en réaction à des années d'humiliations et d'exploitation forcée n'est pas une mince affaire.

suite page 2

dans ce numéro :

- * Socialisme à la française
- * Ustnor
- * URSS-60 ans de la Constitution (1)
- * El Oumami
- * Liban et normalisation
- * Prix du pétrole
- * Iran - Irak
- * Pologne
- * Nigéria
- * Rapport Kahane
- * Répression en Iran
- * Répression en Italie

SOCIALISME A LA FRANÇAISE:

Le premier tour de vis donné par le gouvernement socialiste ne suffit pas. Il en faut un second, encore plus fort. Tel est le sens des déclarations du dirigeant d'un des deux syndicats "de classe" qui ont encore l'audace de se présenter comme les défenseurs des travailleurs.

Mais en crachant le morceau Mire n'a jamais fait que dire tout haut ce que d'autres pensent tout bas. Le seul reproche qu'on lui fasse est d'avoir annoncé la couleur avant les municipales.

Attaques contre la Sécurité sociale, les salaires, les allocations-chômage : voilà quelques "largesses" octroyées par le gouvernement PS-PC à ceux qui les ont portés au pouvoir.

Mais l'économie française va toujours aussi mal. L'inflation a baissé, mais pas autant que chez les concurrents étrangers, il faut donc diminuer encore les salaires pour que "nos marchandises" deviennent compétitives.

Le commerce extérieur est en déficit : 100 milliards de francs en 82. Diminuer ce déficit de moitié en 83, comme le veut le gouvernement, cela signifie diminuer les importations, mais surtout accroître les exportations, et donc imposer au prolétaire une plus forte productivité pour un salaire en diminution, seul moyen pour les produits français d'être plus concurrentiels face aux produits allemands, japonais, américains et autres.

Malgré les réductions de prestations sociales, en particulier sur le "forfait hospitalier", le déficit de la Sécurité sociale est encore considérable. Il faudra donc le diminuer encore et réduire d'autant ces prestations sociales que le pseudo "Etat Providence" des périodes d'expansion capitaliste présentait comme une des preuves que ce même capitalisme pouvait améliorer les conditions de vie des masses laborieuses.

Le budget de l'Etat est lui aussi en déficit : 100 milliards de francs environ. Il faudra donc, pour faire des économies, puisqu'il est hors de question de diminuer les budgets de l'armée ou de la police, rogner sur les dépenses sociales : santé, éducation et le reste.

Tout le monde au gouvernement est pour la rigueur et l'austérité. Mauroy est pour, Delors autant que Fabius, sans parler de Rocard, et la "majorité" a le culot de trouver que Mire est "déloyal".

Jospin est évidemment d'accord avec la politique d'austérité que mène au pouvoir le parti dont il est le secrétaire général, mais, face à Mire, il clame bien haut - mais qui peut le prendre au sérieux - que "le tournois n'est pas le seul outil économique". Il est vrai que la matraque en est un autre, que le gouvernement n'hésite pas à employer ouvertement, comme il le fait contre les sidérurgistes de la Chiers ou les ouvriers de Citroën.

Le PC, lui, a fait semblant d'être contre la politique d'austérité et A. le Pors a reproché à Mire de se mêler de ce qui ne le regardait pas. Mais il n'a pas démenti la nécessité d'un deuxième plan de rigueur. Au contraire, il a répondu à Mire "qu'il n'appartient pas à un responsable syndical de dire ce que sera ou devra être (et non "ce que sera ou ne sera pas", n'est-ce pas!) une prochaine phase de l'action gouvernementale".

Les ministres PCF continuent d'affirmer qu'ils sont solidaires du gouvernement et le PC n'en rate pas une pour dire qu'il veut que "l'expérience de la Gauche" réussisse. Juquin a même l'audace de trouver que cette expérience est encore plus concluante que lors de la précédente participation du PC au gouvernement, après la libération. Les acquis sociaux seraient plus importants actuellement qu'à l'époque. Rappelons que les dits "acquis" se limitaient à la création de la Sécurité sociale... (per sonne ne pouvant sérieusement mettre les nationalisations au compte du progrès social !). Or c'est précisément cette même Sécurité sociale qui est aujourd'hui attaquée par le pouvoir PS-PC.

D'ailleurs Marchais et Krasuki se déclarent dorénavant d'accord pour que le pouvoir d'achat ne soit garanti que jusqu'à 2 fois le SMIC (environ 7000 francs) rejoignant Mire par la même occasion, alors qu'auparavant il n'était pas question pour eux de toucher aux "salaires" en général, clientèle des cadres oblige.

Quand on sait qu'en réalité le pouvoir d'achat moyen, dans la fonction publique par exemple, aura baissé de 1 à 5% selon les catégories en 1982, on imagine aisément quelle sera la prochaine recule de "officielle" sur les revendications de ces messieurs.

Automobile: que crève la paix sociale!

suite de la page 1

Et la CGT n'a pas pu éviter la multiplication des conflits dans ces usines, pas plus que les baisses de cadences ou même l'instauration de délégués de chaînes. L'apparition et la formation de nouveaux bonzes issus des luttes se trouvent partiellement handicapées par la mobilisation de la base ouvrière essentiellement immigrée qui, à juste titre, n'a que faire des "délices" de la production nationale.

Mais bien vite le gouvernement et les bonzes devaient tomber le masque. D'abord à l'occasion des grèves à RENAULT, en ce début d'année. A RENAULT-FLINS, où la CFDT est majoritaire, les OS des ateliers de peinture (les plus pénibles qui soient) ont fait plusieurs semaines de grève pour obtenir une refonte des classifications et 300F d'augmentation pour tous. Face au lock-out décidé par la direction pour briser la grève, aucune réaction de soutien et d'extension de la lutte n'a été organisée par les syndicats, la palme de l'abjection revenant à la CGT qui martelait que l'action était due à l'aventurisme de la CFDT-Flins et que "nous ne sommes pas la première organisation syndicale à Flins". Que ceux qui ont cette responsabilité l'assument jusqu'au bout. Si la CGT avait été majoritaire, est-ce que les choses se seraient passées de la même façon? dit A. Sainjon dans *Le Monde* du 18 janvier. Sûrement pas, si l'on en croit l'exemple de Billancourt où dans le même temps la CGT ici majoritaire enterrait en beauté la grève des pistoletteurs et annonçait par la bouche même de Krasuki un accord... refusé par les grévistes.

Les grévistes de la peinture à Flins ayant arraché par leur détermination exemplaire de substantielles augmentations salariales, la lutte s'enclenchait aussitôt dans d'autres secteurs pour la compensation intégrale du lock-out, mais toujours sans mot d'ordre des syndicats.

Pour briser ces trublions irréductibles, Mauroy, Deferre et Mitterrand, se souvenant de leur passé de champions du colonialisme sous la IVème république, entonnèrent un chant aux accents odieux du racisme pour déverser leur venin de bourgeois sur les travailleurs : les grèves, selon eux, étaient le fait d'immigrés fanatisés par l'islam, Khomeini et Ben Bella !

Mais là ne s'arrêta pas la trahison active : provoqués par la maîtrise et la CSL, des travailleurs ripostèrent physiquement à CITROËN d'Aulnay. Aussitôt la presse aux ordres se déchaîna. Auroux,

le champion des "droits nouveaux", dévergéné sa bile, invoqua la liberté du travail, couvrit les nervis, fustigea la CGT "incapable ou complice". Qu'a fait la gauche, que faisait le professeur Auroux pendant les dizaines d'années où tout travailleur combattif à CITROËN finissait tabassé par les nervis ? Aussitôt Deferre porte plainte et envoie la RV en quêtant dans les ateliers. Qu'a donc fait Deferre pour rouvrir les dossiers des dizaines de plaintes classées sans suite, déposées au commissariat de Poissy par les victimes des exactions de la CSL dans sa période faste ? Et, servilité oblige, voilà la CGT qui considère comme une péripétie la mise à pied de ses délégués, FO et la CFDT annonçant par avance qu'ils ne couvriraient pas les "violences".

Voilà donc que le masque tombe : sus aux OS, sus aux immigrés, tout pour sauver "l'automobile nationale". Et la recette semble trouvée : d'une part empêcher par tous les moyens, le premier étant le contrôle syndical, l'extension et la généralisation des conflits. D'autre part préparer un plan à court terme (4 à 5 ans), pour moderniser l'appareil productif en faisant éclater les grandes concentrations au profit de petites unités fortement robotisées et décentralisées en province.

C'est là la solution que vient de retenir le gouvernement, à base de crédits massifs, afin de régler définitivement le "problème des OS". Il suffisait d'y penser : pour qu'il n'y ait plus de grève, il suffit de supprimer les ouvriers.

Ce qui en clair risque très rapidement de signifier des licenciements massifs en région parisienne et une vaste campagne préparant l'expulsion des immigrés.

Il faut briser partout le mur du silence et du mensonge que dressent bourgeois, bonzes et flics autour des grèves de l'automobile.

Partout où c'est possible (sections syndicales, groupes ouvriers...) il faut prendre clairement position contre les attaques gouvernementales racistes et anti-ouvrières. Le sort réservé aujourd'hui par la "gauche" aux OS immigrés, c'est celui que déjà nous préparons, à nous tous prolétaires et militants ouvriers, les Noske modernes qui nous gouvernent.

La "chasse à l'arabe" est de nouveau ouverte : ce n'est que le prélude et le point le plus marquant de la chasse généralisée aux prolétaires, en révolte contre l'ordre bourgeois, qui se prépare.

ENCORE PLUS D'AUSTERITE!

En attendant, la bourgeoisie s'en donne à cœur joie pour pressurer les salaires et multiplier les licenciements. Elle aurait bien tort de se gêner, puisque c'est le gouvernement lui-même qui tempête contre ceux qui par crainte de remous sociaux seraient tentés de ne pas respecter la barre de 8% fixée pour les augmentations salariales en 83.

Et comme au plus beau temps des Jules Moch et Guy Mollet, Mauroy et Mitterrand font assaut de racisme et d'insultes anti-ouvrières pour briser les premiers coups de boutoir du prolétariat contre leur politique. Le PC, mal à l'aise au gouvernement pour jouer son rôle de garde-chiourme dans les usines, concentre toute son activité pour éviter une déroute électorale aux municipales, voyant à juste titre dans le vent d'abstention qui menace, le signe de la fin de l'idylle.

entre une partie du prolétariat et "son" parti de plus en plus discrédité.

La conjonction d'une montée des luttes ouvrières et d'une crise de confiance embryonnaire par rapport au cirque démocratique bourgeois, voilà deux phénomènes qui, malgré leur étendue encore limitée, donnent des frissons aux bourgeois et à leurs larbins au gouvernement.

C'est une solide raison d'espérer dans l'avenir du combat prolétarien et révolutionnaire pour tous ceux qui ne se résignent pas à gouver les sornettes d'un irrémédiable "embourgeoisement" du prolétariat des métropoles capitalistes, mais qui au contraire, même dans les petites failles qui s'ouvrent aujourd'hui, oeuvrent à briser les chaînes de mensonges, de démagogie et de terreur que le réformisme "démocratique" fait encore puissamment peser sur le prolétariat.

USINOR: LES PRUD'HOMMES CONTRE LES TRAVAILLEURS

Devant la ténacité de la campagne menée par le SLT - et les Comités de soutien - pour obtenir la réintégration de son secrétaire, Franz Flatschler, le patronat, avec l'aide directe des bonzes de la CFDT, de la CGT et de FO, a mis les bouchées doubles.

La direction d'Usinor vient d'obtenir coup sur coup des tribunaux bourgeois la "non représentativité" du SLT et donc du mandat de délégué au CHS détenu par Franz, appuyée en cela par la CFDT et la CGT d'Usinor, ainsi que la confirmation de la "validité" du licenciement par les Prud'hommes.

Le Conseil qui a siégé sur le cas de Flatschler était composé de deux patrons, d'un conseiller CGT et d'un conseiller FO. D'une part le conseil "n'a pas à apprécier de la validité de la sanction par rapport à la faute à analyser s'il n'y a pas application abusive du règlement intérieur". D'autre part le conseil considère comme normale l'attitude de la direction qui a tendu un véritable piège à Franz en refusant de lui délivrer un badge d'entrée dans l'usine, et en le sanctionnant parce qu'il ne le possédait pas.

En conséquence : "attendu que le demandeur reconnaît avoir participé à un mouvement de grève pour les faits ci-avant rapportés,

- qu'il ne s'agit nullement de motifs professionnels et collectifs ayant fait l'objet d'une négociation préalable,

- que le demandeur est resté sur les lieux de travail

- attendu que le mouvement ainsi défini ne constitue pas une grève légitime,

- que le défendeur (USINOR) n'a pas commis d'abus de droit en sanctionnant les faits... le Conseil des Prud'hommes déboute Franz Flatschler de ses demandes non fondées.

Voilà donc la justice "paritaire" à l'œuvre ! Une justice de classe où patrons et bonzes sanctionnent sans vergogne les militants gèneurs qui ne s'accrochent pas de la toile d'araignée "légale" qui étouffe toute indépendance du mouvement ouvrier.

Raison de plus pour ne pas relâcher notre effort pour défendre Franz, faire connaître les luttes menées par le SLT et dénoncer toujours et encore la trahison des bureaucrates vendus au patronat.

Nouvelle Calédonie...

suite de la page 1

nickel ou d'ailleurs sont en général indifférents au statut politique de l'île, la petite-bourgeoisie commerçante est, elle, favorable à la présence française et se trouve donc l'allié objectif des colons caldoches. Ce rapport des forces sensiblement égal entre les indépendantistes et les autres est le principal argument avancé par la gauche au pouvoir en métropole pour refuser l'indépendance immédiate qui, selon elle, ne pourrait qu'évoluer vers un bain de sang. Nous verrons plus loin qu'il n'en est rien, et que cet argument de bon apôtre cache une position social-impérialiste classique. Pour finir ce rapide tableau de la société calédonienne, on peut diviser l'économie en trois stades de développement. Un stade capitaliste principalement constitué par l'exploitation du nickel et par toutes les sociétés de service nécessaires à son écoulement. Un stade colonial agraire constitué par l'économie d'élevage extensif des caldoches "broussards", relativement indépendant du secteur capitaliste et en opposition pour des raisons foncières aux tribus mélanésiennes, et un stade d'économie de subsistance des tribus dans les réserves mélanésiennes. C'est sur la base de ces développements inégaux que les anti-indépendantistes agitent le spectre du retour au "féodalisme tribal" avec l'indépendance mélanésienne. Or, cette thèse raciste n'a aucun contenu réel, car avec la colonisation blanche c'est toute l'économie mercantile et monétaire qui a été importée, dissolvant ainsi les liens ancestraux du mode archaïque de production des communautés locales. Ainsi la thèse d'un retour en arrière en cas d'indépendance est non seulement raciste mais aussi impossible. Au contraire, elle ne peut que libérer les communautés de l'état d'exclusion dans lequel les maintient le pouvoir blanc. L'enfermement dans les réserves, solution inventée par le colonialisme pour exproprier les canaques de leurs terres, donne à la cause indépendantiste ce caractère communautaire où les chefs coutumiers pèsent d'un poids politique sans proportion avec leur poids réel dans la société. Avec la crise du nickel et le retour des chômeurs mélanésiens dans leurs réserves, les rapports communautaires dans leurs formes traditionnelles, véritable expression de la résistance passive du peuple canaque

au pouvoir blanc, tendent à conditionner le caractère même de la lutte de libération nationale.

L'épopée du nickel

A la fin des années 60, sur la base de l'expansion des dernières années, l'impérialisme avait fait des projets grandioses pour l'exploitation du nickel de Calédonie. Il avait été prévu pour 1975 une production cinq fois supérieure à celle de 1970. La "Société le Nickel" (SLN) filiale 50/50 du groupe IMETAL et de ELF se lance dans de grands investissements pour doubler sa capacité de production. Entre 1975 et 1980, elle passe de 75 000 tonnes à 46 000 tonnes. Le nickel, composant des aciers spéciaux mais concurrencé par le chrome, est en crise. Aujourd'hui, c'est 20 000 chômeurs sur 50 000 actifs que l'on compte, pour une population de 140 000 habitants, mais les Mélanésiens retournant dans leur communauté ne sont en général pas comptabilisés. Quant à la SLN, elle emploie aujourd'hui 2800 personnes. En 1979, elle en employait encore 3500 et son objectif aujourd'hui est de tendre vers 2200 personnes. L'usine fonctionne au tiers de sa capacité de production. L'épopée du nickel s'est brutalement cassée les dents sur la crise internationale. L'exploitation des richesses sous-marines devient dès lors le prochain objectif de tous les requins de la finance, même si son exploitation n'est pas encore parfaitement maîtrisée. Préparer l'avenir, cela aussi c'est "gérer" le capitalisme. C'est ce que Giscard avait clairement annoncé lors de son voyage en 1979 : "Les populations de Polynésie et de Nouvelle Calédonie ne comprendraient pas que ces richesses potentielles soient exploitées par d'autres que la France". Il était donc clair qu'il pensait au Japon ou à la Corée et il était évident pour lui que les populations locales n'avaient aucun droit sur leur propre richesse. La France éternelle, seule, pouvait pourvoir à leur bonheur.

Dans le prochain numéro nous dénoncerons les projets du social-impérialisme du gouvernement PS-PC et nous montrerons que la seule véritable position anti-impérialiste est celle qui consiste à lutter pour l'indépendance immédiate et sans condition de toutes les possessions d'Outre-mer de l'impérialisme français.

1922-1982 : 60ème anniversaire de la Constitution de l'URSS. La lutte à mort de Lénine contre le chauvinisme «Grand-Russe»

Le Kremlin et ses dépendances à l'étranger ont battu le tambour sur le 60^e anniversaire de la transformation de la République Soviétique Fédérative Socialiste de Russie (RSFSR) en Union des Républiques Socialistes Soviétiques (URSS), tout en se posant en défenseur du droit des peuples à l'auto-détermination et de l'égalité des nations, grandes ou petites. En ces circonstances solennelles, nous sommes peut-être les seuls à rappeler que Lénine déclara alors une « guerre à mort » (1) contre le « chauvinisme de grande puissance » dont était imbu la commission chargée en août 1922 de rédiger sous la direction de Staline la nouvelle constitution russe. Cette terrible maladie devait survivre à tous les amendements au projet à mesure que le sommet stalinisé du parti bolchevik se consacrait à la tâche exclusive de construire le capitalisme en Russie sous prétexte d'"édification du socialisme". La dénonciation du fléau appartient aux chapitres les plus ardents de la dernière bataille livrée par Lénine pour tenir droit le gouvernail de la dictature du prolétariat.

Il ne s'agissait pas alors de combattre sur le terrain des principes, comme en 1913-1916, la "maladie infantile" dans les questions nationales et coloniales qui se faisait jour non seulement dans le parti polonais mais aussi dans certaines franges du parti russe. Il ne s'agissait pas non plus, comme en 1919 à l'époque du VIII^e Congrès du PCR (b), d'éventer le danger qu'un gauchisme analogue soit invoqué comme couverture idéologique de la diffusion dans les rangs du parti de la dictature prolétarienne de ce que Lénine appelait dès cette période « chauvinisme grand-russe » (2) et dont la matrice objective résidait dans les exigences de centralisation impitoyable posées à la fois par les vicissitudes de la guerre civile et par les développements de l'économie, et qui devaient inévitablement conduire à attribuer un poids politique réel infiniment plus grand aux régions centrales de l'Etat ouvrier qu'à ses régions "périphériques".

Il s'agissait d'élever une barrière infranchissable contre une variante plus maligne du "chauvinisme grand-russe". Celui-ci était alimenté par la persistance et la consolidation, surtout sous le régime de la NEP, des habitudes, de la mentalité et des propensions idéologiques d'un appareil « emprunté au tsarisme » (3). (Lénine en décembre 1922) et « badigeonné légèrement d'un vernis soviétique », « un appareil que nous appelons notre mais, qui, de fait, nous est encore profondément étranger » et représente un salmigondis de survivances bourgeoises et tsaristes, qu'il nous était absolument impossible de transformer en cinq ans faute d'avoir « l'aide des autres pays et alors que prédominaient les préoccupations militaires et la lutte contre la famine. » (3). Cette variante du "chauvinisme grand-russe", en somme, était alimentée par les mêmes conditions d'arriération économique et d'isolement politique de la Russie révolutionnaire dans lesquelles plongèrent leurs racines le repli progressif du parti sur lui-même d'abord, sa capitulation face à des intérêts, des traditions et des idéologies nationales (c'est-à-dire à une réalité bourgeoise) ensuite.

TROUPES FRANÇAISES HORS DU LIBAN !

suite de la page 1

Si la France soutient Amin Gemayel contre les forces extrémistes dirigées par son beau-frère Fady Frem ce n'est pas pour aider le clan modéré contre le clan des durs de la répression. Il s'agit pour l'impérialisme français de contribuer à la centralisation des forces contre-révolutionnaires sous l'autorité des éléments qui sont les plus favorables à ses propres visées au Liban. C'est pourquoi pour lutter contre les agissements contre-révolutionnaires au Liban il est indispensable de dénoncer les exactions de NOTRE PROPRE IMPERIALISME.

Pour notre part nous entendons lutter pour le retrait immédiat des troupes françaises du Liban et travailler pour le développement de toute initiative qui dans cette perspective, favorisera des interventions conduisant à une mobilisation active même si celle-ci est au départ limitée et partielle. C'est là une des conditions nécessaires mais non suffisantes pour la constitution d'un réel mouvement de solidarité internationaliste avec les masses palestiniennes.

TROUPES FRANÇAISES HORS DU LIBAN !

A BAS L'IMPERIALISME FRANCAIS !

La périodicité mensuelle de notre journal a pour effet que souvent nous commentons en retard des événements comme celui des célébrations moscovites du 60^e anniversaire de la constitution de l'URSS, qui se sont déroulées il y a deux mois. Le sujet que nous avons choisi comme...notre contribution à ces célébrations reste toutefois d'une brûlante actualité. En effet les paroles de Lénine au cours de sa dernière ardente bataille au sein du parti bolchevik, paroles que nous citons ci-dessous, rappellent, aujourd'hui comme hier, aux communistes révolutionnaires, à quel point les restes de l'ancienne oppression des minorités nationales peuvent être vivants (et ils le sont aussi dans des pays à développement capitaliste élevé). Elles rappellent aussi quelle attention il faut prêter, dans l'intérêt d'un développement entier et radical de la lutte de classe et de l'internationalisme prolétarien, aux problèmes soulevés par ces survivances, avec les inévitables sentiments et ressentiments nationaux qui les accompagnent.

Andropov lui-même, dans son discours du 21 décembre dernier, après avoir fait allusion comme à un épisode insignifiant, aux "différentes opinions" (!) qui "se sont affrontées" (!) dans le parti entre la fin de 1922 et le début de 1923 à propos du traitement à réserver aux nationalités opprimées de l'URSS et à l'intervention de Lénine qui seule permit de "trouver et défendre la voie juste, celle du fédéralisme socialiste", a été contraint d'admettre pour son pays, la soi-disant patrie du socialisme: « Il importe que le sentiment de fierté naturelle pour les résultats obtenus ne se transforme pas en arrogance ou en présomption nationales, qu'il n'engendre pas la tendance à l'isolement, au manque de respect pour les autres nations et ethnies. Or les phénomènes négatifs de ce genre ne sont pas encore éliminés et ce serait une erreur de les expliquer uniquement par les survivances du passé. » Le grand Andropov s'est tu, naturellement, sur les persécutions en masse auxquelles le stalinisme a soumis au cours de sa longue histoire certaines minorités nationales en territoire soviétique, et qui ont été bien autre chose que de simples manifestations d'"arrogance" !

En mars 1919, la perception de cette menace à la base même du parti avait conduit Lénine, en polémique surtout contre Boukharine et Piatakoff, à faire insérer dans le nouveau programme du PCR (b) un point concernant les "rapports nationaux" et qu'il convient de reporter intégralement.

« Dans la question nationale, la politique du prolétariat, lorsque celui-ci a conquis le pouvoir d'Etat, consiste, contrairement à la proclamation formelle par la démocratie bourgeoise d'une égalité des nations impraticable sous l'impérialisme, à réaliser systématiquement et dans les faits un rapprochement et une fusion des ouvriers et des paysans de toutes les nations dans leur lutte révolutionnaire » « re pour le renversement de la bourgeoisie. Ce but exige la libération complète des nations colonisées et de toutes celles qui sont opprimées ou ne jouissent pas d'une égalité entière des droits, ainsi que l'octroi à ces nations de la liberté de séparation, comme garantie que la méfiance entre les masses laborieuses des diverses nations, héritée du capitalisme, et le ressentiment des ouvriers des nations opprimées contre ceux des nations oppresseuses seront complètement dissipés et remplacés par une union consciente et librement consentie. Les ouvriers des nations oppresseuses sous le capitalisme doivent prendre des précautions toutes particulières à l'égard du sentiment national des nations opprimées (par exemple des Grands-Russes, des Ukrainiens et des Polonais vis-à-vis des Juifs, les Tatares vis-à-vis des Bachkirs, etc.), coopérer non seulement pour une réelle égalité des droits, mais encore pour le développement de la langue et de la littérature des masses laborieuses des nations nationales opprimées, afin que disparaisse toute trace de la méfiance et de l'aliénation héritées de l'époque du capitalisme. » (4)

Ce n'était pas, on le voit, la proclamation de principes abstraits et comme tels absolus, ou de droits suprahistoriques et comme tels éternels. C'était la reconnaissance de la nécessité, pour le mouvement ouvrier, dans des aires et des contingences données, d'assumer face au "sentiment national des nations opprimées" une attitude telle qu'elle débarrassait le terrain de la lutte et de la solidarité de classe des obstacles posés par l'héritage d'un passé d'oppression et d'expédition. Ceci n'éliminait pas, bien entendu, la tâche propre à tout parti communiste de propager l'exigence de la plus grande centralisation et donc la planification de l'activité économique et de la vie sociale en général non seulement pour la victoire révolutionnaire du prolétariat, mais pour la réalisation du communisme.

Les symptômes préoccupants de renaissance du chauvinisme de grande puissance et de sa pénétration dans les sommets mêmes du parti avaient été dénoncés par Lénine en 1919 comme des phénomènes heureusement sporadiques, surtout circonscrits aux domaines de la production et de l'usage ou non de la langue nationale dans les républiques "alloènes". En 1922-23 ces symptômes se révélèrent à ses yeux des faits considérables et scandaleusement répandus. En témoignaient tant le projet de constitution rédigé à l'origine par Staline, que la manière dont Staline lui-même, son bras droit Ordjonikidzé et, dans leur sillage, par ce Dzerjinski auquel le CC avait pourtant confié un rôle de patiente négociation et médiation auprès des bouillants communistes de Géorgie, avaient

traité et "résolu" précisément la "question géorgienne".

Dans le projet de constitution rédigé par Staline, on parlait d'"entrée des républiques indépendantes" (d'Ukraine, de Biélorussie et de Transcaucasie) « dans la RSFSR », c'est-à-dire en pratique une absorption dans cette dernière, au même titre que les républiques ou régions formellement (mais en fait seulement nominalement) autonomes déjà comprises en elle, en renforçant ainsi l'autorité "grand-russe" sur le reste de l'Union. Ayant pris connaissance directement de ce projet, Lénine adressa à Kamenev, pour qu'il la communique aux autres membres du Politbureau, une lettre datée du 26 septembre, et où il prenait nettement position contre le document dans sa rédaction primitive. Sans doute acceptait-il la formule de compromis à laquelle Staline avait fini par se plier sous son insistance (« Réunion officielle avec la RSFSR dans l'Union des Républiques Soviétiques d'Europe et d'Asie »), mais il tenait à rappeler: « l'esprit de cette concession, je l'es-père, est bien clair ; nous nous mettons sur un pied d'égalité avec la RSS d'Ukraine et les autres républiques et en même temps qu'elles, au même titre qu'elles, nous entrons dans la nouvelle union, la nouvelle fédération » (5). Lénine insistait aussi afin que, contre les désirs de Staline et de ses commissions, la nouvelle charte constitutionnelle reflète dans tous ses articles la volonté de construire « une fédération de république ayant des droits égaux », en introduisant entre autres, à côté du Comité Exécutif Central Panrusse (puis de l'Union) un « organe spécial de représentation des nationalités sur la base de l'égalité » dont Lénine proposa peu après que la présidence en fût assumée à tour de rôle par « un Russe, un Ukrainien, un Géorgien, etc. » (6).

Mais cette victoire obtenue presque sans coup férir n'était pas suffisante pour apaiser les inquiétudes de Lénine. Ceci ressort dans trois lettres ultérieures, destinées au XII^e Congrès du parti, tenu en avril 1923, mais qui n'en eut pas connaissance et datées du 30 et 31 décembre. La première lettre commence par la célèbre phrase: « Je suis fort coupable, je crois, devant les ouvriers de Russie, de n'être pas intervenu avec assez d'énergie et de rudesse dans la fameuse question de l'autonomie, appelée officiellement, si je ne me trompe, question de l'union des républiques socialistes soviétiques ». Cette lettre réaffirme avec vigueur la nécessité urgente de « défendre effectivement les alloènes » des empiètements de ce « chauvin grand-russe, de ce gredin et de cet oppresseur qui est au fond le bureaucrate russe typique » (dans ce cas précis, de « la hâte de Staline et son goût pour l'administration ». La dernière lettre, elle, met en garde tant contre l'arbitraire auquel, sous mille prétextes, pourraient donner lieu les normes formulées sans la prudence nécessaire sur l'usage des langues nationales dans les différentes républiques contre le nombre excessif de commissariats du peuple unique prévus pour toute l'Union, en déclarant sans hésiter: « Il ne faut jamais juger d'avance que (...) on ne revient pas en arrière au prochain congrès des Soviets en ne maintenant l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques que sur le plan militaire et diplomatique, et en rétablissant sous tous les autres rapports la complète autonomie des différents commissariats du peuple. »

Et la lettre conclut en observant que les dommages dérivant d'un tel morcellement pourront être « suffisamment compensés par l'autorité du Parti, si celle-ci s'exerce avec assez de circonspection et en toute impartialité » et seront infiniment moindres « que le préjudice qui en résulterait dans le cas contraire pour nous, pour toute l'Internationale, pour les centaines de millions d'hommes des peuples d'Asie, qui apparaîtront après nous sur l'avant-scène historique dans un proche avenir ».

La pensée de Lénine est condensée ici dans des paroles qui apparaissent toujours d'une brûlante actualité: « Ce serait un opportunisme impardonnable si, à la veille de cette intervention de l'Orient et au début de son réveil, nous minions à ses yeux notre autorité par la moindre brutalité ou injustice à l'égard de nos propres alloènes. Une chose est la nécessité de faire front tous ensemble contre les impérialistes d'Occident, défenseurs du monde capitaliste. Là il ne saurait y avoir de doute (...). Autre chose est de nous engager nous-mêmes, fût-ce pour des questions de détail, dans des rapports impérialistes à l'égard des nationalités opprimées, en éveillant ainsi la suspicion sur la sincérité de nos principes, sur notre justification de principe de la lutte contre l'impérialisme. Or, la journée de demain, dans l'histoire mondiale, sera justement celle du réveil définitif des peuples opprimés par l'impérialisme et du commencement d'une longue et âpre bataille pour leur affranchissement. »

Avant de parler, dans le prochain numéro, de la polémique brûlante de Lénine contre Staline et ses acolytes à propos de la question géorgienne et des problèmes qui s'y rattachent, nous dédions ces paroles, avec celles déjà citées de mars 1919, aux communistes révolutionnaires d'aujourd'hui qui, au nom d'un internationalisme sans aucun doute sincère, mais conçu de façon abstraite, considèrent qu'on peut rayer d'un trait de plume le "sentiment national" laissé en héritage également aux prolétaires des nations opprimées par un passé d'exploitation de la part d'autres nationalités. Ce qu'il faut, au contraire, c'est s'efforcer de s'expliquer les causes qui l'ont déterminé et les facteurs qui concourront à son dépassement (sans oublier notre attitude à leur égard). Ce qu'il faut, c'est comprendre, en même temps, quelles potentialités subversives sont contenues dans ce sentiment national et attendent d'être fécondées, disciplinées et encadrées par la supérieure doctrine communiste et par ses principes programmatiques, pour servir de détonateur d'une lutte non plus seulement étroitement nationale, mais de classe et comme telle, INTERNATIONALISTE dans son aire (aujourd'hui, par exemple au Moyen-Orient) et de là dans le monde entier.

1) « Je déclare une lutte à mort contre le chauvinisme grand-russe. Aussitôt que je serai délivré de ma maudite dent, je le dévorerais avec toute mes dents saines » (Billet au Bureau politiques contre le chauvinisme de grande puissance, 6 octobre 1922, Œuvres, tome 33, page 379).

2) « Grattez tel communiste, et vous découvrirez le chauvin grand-russe ». (Conclusions après la discussion du rapport sur le programme du parti, 19 mars 1918, Œuvres, tome 29, page 194).

3) La question des nationalités ou de l'"autonomie", 1^{er} billet, 30 décembre 1922, Œuvres, tome 36, page 619.

4) Point du programme concernant les rapports nationaux, in Œuvres, tome 29, page 123.

5) Sur la formation de l'URSS, lettre à L.B. Kamenev pour les membres du Bureau politique du CC du PC(b)R, in Œuvres, tome 42, page 446. Il est caractéristique que cette lettre ait été écrite après que Lénine ait discuté avec Mdivani, le communiste géorgien dont l'attachement jaloux à l'autonomie de son pays n'était que le reflet de la méfiance aiguë, suscitée par une oppression séculaire envers tout ce qui sentait, même vaguement, le "grand-russe".

6) Voir la lettre déjà citée du 6 octobre 1922.

**Soutenez le développement
international de la presse
du Parti !**

LES TRIBULATIONS PALESTINIENNES D'EL OUMAMI

Dans le dernier numéro du "Prolétaire" nous avons montré les cabrioles d'El-Oumami sur la question palestinienne. Le numéro 27 (ancienne série) prétendait démolir les positions du Parti Communiste International au nom de l'importance du "sentiment national arabe légitime", de la possibilité de "guerres nationales progressistes" impliquant des Etats arabes contre Israël, du soutien implicite à la direction de l'OLP, identifiée à la lutte des masses palestiniennes, d'un antisémitisme et d'un anti-impérialisme soi-disant radicaux qui en réalité passaient sous silence les menées hypocrites, entre autres, de l'impérialisme français (de connivence avec Arafat).

Au fil des numéros successifs d'El-Oumami nouvelle série (après la rupture d'avec notre parti) il a bien fallu tenir compte des SITUATIONS REELLES et constater que même les régimes arabes "progressistes" reconnaissent l'Etat sioniste et approuvaient la perspective de la formation d'un mini-Etat palestinien, que la direction de l'OLP n'a pas rejeté les plans Fahd et de Fès (direction qui est qualifiée de capitularde par El-Oumami n°3).

Dans le premier numéro de la revue "Octobre" publiée récemment à l'initiative d'El-Oumami, plusieurs articles sont consacrés au Moyen-Orient. Les rectifications s'y poursuivent.

"OCTOBRE": on efface tout et on recommence ?

En rupture avec l'optimisme déplacé du n° 27, "Octobre" reconnaît enfin que la résistance palestinienne a subi une défaite au Liban (ce qui n'est pas contradictoire avec le sauvetage de la direction de l'OLP et même le renforcement de son orientation politique conciliatrice). Selon "Octobre" la révolution palestinienne a subi un véritable pourrissement (p.14) dont les causes sont, à juste titre, cherchées dans les facteurs matériels historiques et dans l'orientation progressivement donnée à la lutte par l'OLP:

-absence de programme social révolutionnaire qui puisse mobiliser en profondeur les masses exploitées palestiniennes.

-soumission aux bourgeoisies arabes au nom de la "non-ingérence dans les affaires intérieures des pays frères", ce qui a accentué l'isolement de la lutte qui ne peut triompher par ses seules forces.

-abandon de la lutte armée comme axe stratégique (et non pas seulement tactique).

-enfin, acceptation d'un "micro-Etat palestinien" qui servirait de réservoir de main-d'œuvre pour Israël tout en satisfaisant les bourgeoisies arabes, sans nullement résoudre la question palestinienne.

En réalité El-Oumami reprend, mais comme nous le verrons, en apparence seulement, des positions développées depuis

des années par le parti, avec lesquelles le n° 27 prétendait rompre au nom de l'analyse concrète du facteur national et d'un anti-impérialisme radical, en accusant le parti d'indifférentisme.

Ce revirement est tout aussi net en ce qui concerne les "guerres nationales progressistes" qui se transforment ici en « guerre populaire révolutionnaire de « longue haleine non seulement contre le « sionisme mais aussi contre les Etats « bourgeois arabes, guerre impossible à « mener victorieusement sans la soudure « de la lutte nationale du peuple pale- « tien et de la lutte de classe des mas- « ses arrières et exploitées arabes » . (p. 24).

De même le "sentiment national arabe" qui remettait paraît-il en question toute l'orientation passée du parti (1) est ramenée à une proportion plus modeste (p. 10): « Alors qu'en Palestine le fac- « teur national revêt un caractère anti- « colonial et anti-impérialiste (...) le « sentiment national arabe dans les au- « tres pays ne renferme plus un contenu « anticolonial » mais « exprime la vo- « lonté des masses populaires arabes de « faire voler en éclat les frontières « artificielles dressées par l'impéria- « lisme, hier pour éviter l'unification « des vagues d'émancipation nationale, « aujourd'hui pour barrer la route à l' « unification des mouvements d'émancipa- « tion sociale » . A partir de là, la véritable question à laquelle "Octobre" se dérobe est de déterminer quelles sont

les conditions pour transformer ce sentiment national arabe en une mobilisation des masses, et pour l'intégrer dans la lutte contre les Etats arabes, tous bourgeois et contre-révolutionnaires quel que soit leur masque réactionnaire ou progressiste.

Ce qui nous sépare à présent d'El-Oumami

Une partie des accusations lancées par El-Oumami contre le Parti s'écroulent à l'épreuve des faits. Mais "Octobre" cite à nouveau des passages d'articles parus cet été (2) dans notre presse en italien et en français qui constitueraient des preuves irréfutables d'indifférentisme ou d'ultimisme (p. 34).

Ainsi dans Il Programma Comunista n° 14, juillet 82: « le problème n'est plus « celui des rapports d'une ethnie avec « l'Etat d'Israël mais celui des rap- « ports d'une masse de déracinés... et de « déshérités avec tous les Etats de la « région et avec la bourgeoisie à la- « quelle ils appartiennent ». Indiscutablement certains articles récents d'Il Programma sur cette question ont été incomplets et pouvaient prêter à confusion. Mais cette phrase précisément met à juste titre l'accent sur une tendance historique indéniable dont les masses palestiniennes et plus généralement arabes ont maintes fois fait l'expérience sanglante en Jordanie (dès 1970) comme au Liban, en Egypte comme en Syrie ou ailleurs.

La lutte contre l'Etat sioniste, du point de vue des masses exploitées et déracinées du Moyen-Orient, est un aspect particulièrement saillant, mais un aspect parmi d'autres, de leur soulèvement contre l'infâme ordre impérialiste et capitaliste dans la région, (dont l'oppression coloniale sioniste constitue dès son origine une forme particulière et non un vestige archaïque précapitaliste).

Cela dit le parti a toujours reconnu le caractère colonial de l'Etat d'Israël et sa place centrale dans le statu-quo contre-révolutionnaire de la région. C'est d'ailleurs au nom de l'exigence de la destruction d'Israël que nous avons montré que l'OLP et les Etats arabes s'opposaient aux intérêts réels des masses palestiniennes en s'accordant de plus en plus ouvertement de son existence.

Ce mot d'ordre est clairement développé dans l'article du prolétaire 365 *Le Moyen-Orient à la limite de deux époques* dont certains passages sont régulièrement attaqués par El-Oumami depuis la rupture, en particulier celui-ci: « tout en combattant vigoureusement la

« politique annexionniste d'Israël, il « ne s'agit ni ne s'agira pour les com- « munistes révolutionnaires (souligné « par nous) de "refaire" la carte capi- « taliste du Moyen-Orient en devenant « les "héritiers" conséquents de la vague « nationale-bourgeoise arabe » .

Que l'objectif des communistes révolutionnaires ne soit pas de refaire la carte capitaliste du Moyen-Orient ne signifie nullement que nous soyons indifférents à des modifications du statu-quo (en particulier à l'affaiblissement ou à la destruction de l'Etat d'Israël) dans la mesure où cela mettrait les masses palestiniennes et exploitées dans une meilleure position pour poursuivre leur propre lutte. Cette phrase n'a d'autre but que de rappeler que nous, nous luttons pour la révolution prolétarienne et non pas pour une étape bourgeoise. D'un autre côté d'ailleurs El-Oumami reconnaît que la révolution prolétarienne est historiquement à l'ordre du jour au Moyen-Orient et se défend d'y promouvoir une "révolution double".

L'appel à la destruction d'Israël a bien pour nous une signification particulière par rapport à la destruction des Etats arabes, que nous revendiquons parallèlement. En effet la lutte antisioniste intéresse aussi certaines classes ou couches au Moyen-Orient qui sont historiquement opposées à la révolution prolétarienne. Mais par son impact dans les masses arabes la lutte contre Israël constitue un formidable levier dans la lutte sociale et révolutionnaire.

Il serait cependant erroné de considérer la destruction effective d'Israël comme la première étape obligatoire. Il est très probable qu'Israël reste le maillon le plus solide de la chaîne capitaliste et impérialiste au Moyen-Orient, et que cette chaîne saute d'abord dans un autre Etat même si une partie imposante des forces sociales en lutte sont dirigées contre Israël. L'insurrection en Jordanie (1970) puis au Liban (après 76) sont une belle illustration de ce principe élémentaire de stratégie, que les conceptions mécanistes non-dialectiques d'El-Oumami semblent ignorer.

La phrase incriminée a eu en outre le mérite de souligner que les communistes ne traitent pas la question nationale palestinienne de la même façon que la "vague nationale-bourgeoise arabe". Cela aussi, le schématisme d'El-Oumami l'ignore, qui considère la lutte nationale d'une manière métaphysique comme une entité en soi.

En 1920 déjà, l'Internationale Communiste déclarait (dans les Thèses supplémentaires sur les questions nationales et coloniales au 2^e Congrès): « Il existe dans les pays opprimés deux mouvements qui, chaque jour, se séparent de « plus en plus: le premier est le mouve- « ment bourgeois démocratique nationa- « liste qui a un programme d'indépendan- « ce politique et d'ordre bourgeois, l' « autre est celui des paysans et des ou- « vriers ignorants et pauvres pour leur « émancipation de toute espèce d'exploit- « ation. Le premier tente de diriger le « second et y a souvent réussi dans une « certaine mesure. Mais l'Internationale « Communiste et les partis adhérents « doivent combattre cette tendance et « chercher à développer les sentiments « de classe indépendante dans les masses « ouvrières des colonies » .

De ce point de vue, il est erroné de dire, comme le fait avec insistance El-Oumami, que la direction de l'OLP est capitularde. En fait elle suit de façon conséquente une logique bourgeoise qui l'amène de plus en plus à s'accorder de l'existence d'Israël et à se ranger aux côtés des bourgeoisies arabes dans les rangs de la conservation sociale.

NOS TACHES :

suite de la page 1

"unité de conscience, de volonté et d'action" au sein du parti d'avant-garde révolutionnaire dépend de l'élaboration, et de l'application, d'un plan d'intervention capable de défendre le point de vue prolétarien à propos de tous les épisodes de la lutte des classes sur le plan international et national et capable d'agir pour favoriser et accélérer l'articulation et l'unification des différents fronts de lutte à travers lesquels se développe le mouvement social.

Un tel plan tactique d'action suppose nécessairement l'entière assimilation de la théorie et du programme du communisme révolutionnaire. « Sans théorie révolutionnaire, pas de mouvement « révolutionnaire. On ne saurait trop « insister sur cette idée d'une époque « où l'engouement pour les formes les « plus étroites de l'action va de pair « avec la propagande à la mode de l'op- « portuniste » écrivait Lénine dans Que Faire. Il ajoutait: « Pour la social- « démocratie russe en particulier, la « théorie prend une importance encore « plus grande... tout d'abord » parce que « notre parti ne fait encore que « se constituer, qu'élaborer sa phy- « sionomie et (qu'il est loin d'en « avoir fini avec les autres tendances « de la pensée révolutionnaire qui me- « nacent de détourner le mouvement du « droit chemin. Pour le moment, nous « tenons simplement à indiquer que seul « un parti guidé par une théorie d'a- « vant-garde est capable de remplir le « rôle de combattant d'avant-garde. » Ces affirmations gardent aujourd'hui toute leur actualité. Il est clair qu'elles ne doivent, en aucune façon, être interprétées comme une volonté de dissocier la théorie révolutionnaire de la pratique révolutionnaire et de privilégier l'une par rapport à l'autre. Cela signifie au contraire que le parti d'avant-garde doit non pas rejeter les leçons du marxisme mais bien sans cesse préciser et affiner la théorie révolutionnaire afin de l'utiliser dans l'élaboration d'un plan tactique révolutionnaire.

Mais cela signifie aussi qu'en liant d'une manière inséparable la théorie et la pratique révolutionnaire, le parti d'avant-garde doit être en mesure, à travers une action politique se précisant et se développant systématiquement dans le mouvement même d'une confrontation

permanente avec la réalité, de combattre les orientations opportunistes ainsi que toutes les influences bourgeoises et petites-bourgeoises mais aussi toutes les limites, les confusions et les erreurs secrétées sur le plan idéologique par le mouvement social. En ce qui concerne les courants représentant ces dernières la polémique politique ne doit, évidemment pas, être menée au nom de la seule justesse théorique mais doit être, au contraire, étroitement reliée aux interventions sur le terrain de la lutte réelle elle-même. Bref le combat politique contre les "autres tendances de la pensée révolutionnaire" doit se dérouler pour permettre aux mouvements de luttes d'aller le plus loin possible de leurs potentialités en se débarrassant de toutes les orientations confuses et limitées qui peuvent les entraver. Il a pour objectif de corriger voire de remplacer les perspectives d'action insuffisantes par les perspectives dynamiques capables d'élever le niveau de conscience et de mobilisation des masses et d'organiser la riposte la plus efficace possible.

Une telle lutte politique qui part des exigences du mouvement social dans le but de relier les intérêts immédiats et historiques des masses doit également permettre d'arracher les forces d'avant-garde à leurs limites et à leurs orientations confuses pour les regrouper, dans le feu de l'action, autour du programme et de la tactique communistes révolutionnaires. C'est ainsi que le parti révolutionnaire d'avant-garde pourra unifier solidement toutes les énergies les plus combattives et les plus conscientes et contribuer pratiquement à cette fameuse fusion entre la courbe représentant la lutte des masses et la courbe représentant la lutte communiste révolutionnaire.

Il est clair qu'un tel parti révolutionnaire d'avant-garde regroupant toutes les énergies d'avant-garde n'existe pas encore. Aussi si notre tâche fondamentale est de préparer, de toutes nos forces, la transformation de la lutte des classes en une lutte organisée du parti s'exprimant dans l'activité du parti compact et puissant, notre tâche immédiate est, elle, de lutter pour la constitution du parti révolutionnaire d'avant-garde qui en sera la cheville ouvrière.

Tels sont dans la phase actuelle, les impératifs à l'ordre du jour. Une telle situation présente, par bien des côtés, des aspects similaires avec la situation

qui était celle des bolcheviks et de Lénine au début du siècle. Mais elle comporte aussi des différences. Dans les années 1900 il s'agissait pour Lénine et ses camarades de regrouper et d'unifier, tout en restaurant la théorie révolutionnaire, des forces déjà existantes mais éparpillées qui se réclamaient de l'organisation unique (quelles qu'en étaient les limites) du mouvement ouvrier international, la 2^e Internationale et de sa composante russe. Aujourd'hui il s'agit au contraire, à partir d'un petit noyau, qui a déjà largement engagé le travail de restauration, théorique, de développer une pratique révolutionnaire (permettant de vivifier et de préciser la théorie révolutionnaire et s'en alimentant en retour) pour se lier aux mouvements de lutte en cherchant à s'en instruire tout en les éduquant; il s'agit pour nous de rassembler les énergies combattives d'avant-garde autour d'une solide ligne politique et tactique grâce à une intervention organisée et un plan d'action résolu nous permettant de nous délimiter activement sur le terrain de la lutte.

Dans cette perspective nos atouts résultent d'une continuité programmatique et politique avec les acquis de la précédente vague révolutionnaire des années 1920 ainsi que d'expériences pratiques limitées mais néanmoins utiles pour appliquer ces méthodes dans le domaine de l'intervention militante.

Plus que jamais notre ambition et notre responsabilité est de mettre en pratique ce formidable patrimoine de la manière la plus systématique et de l'utiliser à l'occasion de tous les épisodes de la lutte des classes. C'est en ce sens que nous entendons nous développer à la fois comme "parti d'action révolutionnaire et comme parti programme". Dans le prochain numéro nous essaierons de montrer comment nous entendons faire pour nous renforcer à travers une activité permanente et résolue. L'enjeu de notre renforcement dans le domaine organisationnel et politique est de nous lier aux multiples avant-gardes sur les bases claires du communisme révolutionnaire (en dehors de toute aggrégation électorale, confuse, condamnée à éclater à la moindre confrontation avec la réalité) et de contribuer ainsi au développement du parti révolutionnaire d'avant-garde capable demain de diriger la lutte des masses prolétariennes et exploitées du monde entier.

PERMANENCES POINTS DE VENTE:

EN FRANCE

* LYON : permanence une fois par mois, le samedi après-midi, de 15h à 17h, 17, rue René Leynaud, Lyon 1^{er}, dans la cour, 2^eme porte à g. Prochaine permanence le 27 février.

* PARIS : permanence tous les quinze jours le samedi de 15h à 18h, 20, rue Jean Bouton, Paris 12^{ème}, au fond de la cour à gauche (en haut de l'escalier métallique), soit les 26 février et 12 mars.

Vente du journal le dimanche de 10h30 à 12h au Marché d'Aligre, tous les quinze jours, soit les 20 février et 6 mars.

* VALENCE : une fois par mois le dimanche de 10h30 à 11h30 au Marché de Bour-lès-Valence, Place de la Liberté, soit le 28 février.

EN SUISSE

* LAUSANNE : tous les samedis de 10h à 12h, 12 rue du Pont, atelier du rez sup.

Une conception abstraite et mécaniste

L'idée centrale d'El-Oumami et d'Octobre selon laquelle il s'agit de radicaliser la lutte nationale simplement par une participation active et par un soutien dans les métropoles est mécaniste car elle ignore l'existence de deux manières contradictoires de mener la lutte nationale qui sont convergentes jusqu'à certains objectifs (de plus en plus limité d'ailleurs) mais aussi profondément antagoniques.

C'est ce que passe sous silence une phrase comme celle-ci: « En effet, contre les courants nationalistes et populistes, nous devons affirmer tout haut que l'organisation autonome des prolétaires et des paysans pauvres « ainsi que leurs luttes revendicatives, « loin d'entraver la lutte anti-impérialiste ne font que la rendre plus profonde et plus large et tendanciellement plus efficace ». (El-Oumami n° 1 p.9). Il faudrait aussi affirmer tout haut que cette perspective amènerait de plus en plus la tendance bourgeoise de la lutte nationale à s'y opposer de toutes ses forces.

Dans leurs démonstrations, El-Oumami et Octobre en viennent à une conception du développement de la lutte des classes qui sous-estime les limites inhérentes au mouvement spontané et minimise la fonction d'une avant-garde ouvrière consciente et organisée en parti révolutionnaire communiste.

« Il faut que l'antagonisme entre un « peuple nationalement opprimé et l'impérialisme atteigne un certain degré « pour que se dégagent des conditions objectives d'un passage massif (et « non plus limité à des avant-gardes) de « l'anti-impérialisme de caractère national à un anti-impérialisme de caractère prolétarien ». (El-Oumami n° 2 p. 9). Nous ne voulons pas négliger les facteurs objectifs mais souligner que cette "transformation qualitative" ne concerne pas "le peuple" opprimé dans son ensemble mais les classes les plus exploitées qui d'emblée ne se situent pas objectivement sur le même terrain que les classes exploiteuses. Cette transformation engendre forcément en retour une évolution inverse de ces dernières vers les compromis avec l'impérialisme. Ce n'est pas tant l'aggravation de l'oppression que la maturation politique des classes exploitées qui peut accélérer cette évolution. Et là l'intervention du parti révolutionnaire constitue un facteur irremplaçable.

On retrouve le même schématisme qui fétichise le mouvement en soi et réduit le parti à un simple produit de l'histoire dans l'exposé fait par Octobre des interactions entre les luttes anti-impérialistes à la périphérie du capitalisme et les luttes ouvrières dans les métropoles: « outre que « les mouvements anti-impérialistes, « bien que dirigés par la petite-bourgeoisie, contribuent à déstabiliser « les relations internationales, ils « constituent un facteur accélérateur de « la crise du capital dans les métropoles et favorisent ainsi involontairement la reprise de la lutte de classe « dans l'Occident impérialiste. Rien qu'à ce titre, ces mouvements anti-impérialistes méritent qu'on leur apporte « notre entière solidarité ». Et réciproquement: « Ces campagnes de solidarité « (dans les métropoles) contribueront « plus que tout autre discours à radicaliser les masses ouvrières et paysannes pauvres des colonies à cristalliser les oppositions de classes au sein « du mouvement national anti-impérialiste ». (Octobre n° 1, p.7).

En partant de prémisses justes (qui ont toujours été défendues par notre parti) Octobre aboutit à un raisonnement mécaniste qui ne montre pas l'importance déterminante dans ce processus de l'intervention indépendante de la classe ouvrière et qui constitue un expédient illusoire pour sortir de la contre-révolution. Faut-il considérer que les Mollahs iraniens méritaient notre « soutien inconditionnel » et que ce soutien « plus que tous les discours » favoriserait la radicalisation des masses ouvrières et paysannes pauvres en Iran?

Non! Désolé. El-Oumami n'a conservé des positions du Parti et du léninisme qu'une caricature. Une telle vision ne peut que conduire El-Oumami à se mettre à la remorque des événements et qu'engendrer de graves contradictions internes à chaque confrontation avec la réalité.

1) El-Oumami faisait l'amalgame avec un "facteur national arabe" (alors qu'il n'y a plus au sens strict d'oppression nationale arabe dans la région) mis sur le même plan que le facteur national palestinien (tandis qu'il existe au contraire de manière indiscutable une oppression nationale palestinienne).

2) Nous ne parlerons pas ici d'articles anciens qui ont effectivement été partiellement erronés mais que le Parti a corrigés. El-Oumami est mal placé pour reprocher au Parti d'avoir procédé à des rectifications...

Seigneur, faites que le prix du pétrole ne baisse pas!

Le mode de production capitaliste ne perd pas une occasion d'apporter de nouvelles preuves du caractère intrinsèquement irrationnel de ses lois. Quand éclata la crise de 1975, les "opérateurs économiques" et leurs porte-parole idéologiques en rendirent responsable l'augmentation incontrôlée des prix du pétrole brut. La rente pétrolière devint la cause de tous les maux dont souffrait l'économie mondiale, alors que la récession était inscrite comme une nécessité inéluctable dans la dynamique du cycle industriel. Pétrole ou pas, elle aurait eu lieu de toutes façons. Mais pour les défenseurs de l'ordre établi, il était plus commode d'expliquer la brusque altération de cet ordre par des causes extérieures à celui-ci et plus pittoresque d'en attribuer la responsabilité aux cheikhs du Golfe persique.

Depuis, beaucoup d'eau a passé sous les ponts. Et ceux-là même qui naguère dans les pays consommateurs (et donc dans la majorité des grands pays industriels) maudissaient la hausse du prix du brut en qui ils voyaient la seule cause véritable de la crise, prient aujourd'hui le ciel pour que le prix du pétrole ne baisse pas!

Que s'est-il donc passé pour que l'on trouve regrettable aujourd'hui ce qu'il y a eu de temps on aurait pu présenter comme hautement souhaitable, et nécessaire, pour la bonne marche de l'économie - la chute des prix du pétrole -?

Une fois passé le premier "choc pétrolier", c'est-à-dire, d'une part, l'orgie de bénéfices encaissés par les pays producteurs et, d'autre part, l'orgie des pertes (parfois astucieusement gonflées) subies par les pays consommateurs, presque tous les pays exportateurs se sont associés dans un cartel appelé l'OPEP (Organisation des pays exportateurs de pétrole) qui aurait dû, dans une certaine mesure, discipliner l'offre pour rendre les prix le plus stable possible. Le but était en réalité de renforcer la prédominance mondiale sur le marché pétrolier de l'Arabie Saoudite et des Emirats du Golfe, l'OPEP fixant un prix-plafond que l'ensemble du cartel et chacun de ses membres ne devait pas dépasser et un prix-plancher au-delà duquel les prix officiels ne devaient pas descendre. L'éventualité d'un effondrement du prix du pétrole était redoutée par les gros producteurs alors que les autres, soit pour des raisons financières urgentes, soit parce qu'ils nourrissaient de grands rêves d'expansion économique et de puissance politique, avaient hâte de vendre le plus possible et étaient donc disposés non seulement à produire davantage, mais aussi à vendre de moins en moins cher pour raffler des marchés. En même temps les pays qui sont en-dehors de l'OPEP, comme le Mexique, et dans une moindre mesure, l'Angleterre, se sont introduits dans

l'arène mondiale de l'offre et, vice versa, les pays industrialisés ont commencé à avoir recours à d'autres sources d'énergie et à réduire de toutes façons leur demande.

Toutes les raisons étaient donc réunies pour empêcher la planification tant de la production que des prix de vente et faire de l'OPEP, qui aurait voulu être une famille modèle, un noyau de vipères comme toute famille bourgeoise qui se respecte. Ainsi avant la dernière réunion de l'OPEP à Vienne, le plafond pour la production de l'ensemble du cartel était fixé à 17,5 millions de barils par jour, mais chacun savait que la production était en réalité de 20 millions de barils par jour (certains disent même 21,7 millions de barils).

L'Iran, la Libye et l'Algérie, qui auraient dû produire respectivement 1,2 millions de barils, 750 000 et 600 000 barils, en produisaient déjà 2,5 millions, 1,8 millions de barils, 1 million de barils et voulaient en produire encore plus.

L'Irak, qui arrive à produire au maximum 650 000 barils par jour, pour ne pas faire mauvaise figure auprès de son rival iranien, demandait à aller jusqu'à 2,2 millions. Le Venezuela rongait son frein, etc. Le seul pays, ou presque, qui respectait les quotas fixés (et même qui n'atteignait pas ce maximum), était l'Arabie Saoudite, qui toutefois n'avait aucunement l'intention et n'aurait sûrement pas l'intention de payer pour l'indiscipline des autres.

Quant au prix-plafond, il suffit de dire que sur la marché libre le brut était déjà 10% au-dessous du prix fixé (34 dollars le baril), et que l'Arabie Saoudite, la seule ici à respecter la règle, déplorait que continuât à être excessivement bas les sur-prix (ou prix "différentiels") pour les pétroles très prisés d'Afrique du Nord, ce qui entraînait de nouvelles pertes pour l'Arabie Saoudite. Bref, le cartel s'était transformé en ... bordel.

C'est dans cette situation que s'est levée la prière ("Que les prix ne baissent pas!") non seulement des grands producteurs, mais aussi et surtout des grands pays consommateurs, ceux qui il n'y a pas si longtemps se plaignaient de la hausse du prix du brut. Que signifiait en effet, dans la "logique du système", un effondrement généralisé des prix comme celui auquel on assisterait si l'Arabie Saoudite lâchait le prix-plafond de 34 dollars le baril? Pour les producteurs, surtout les gros, cela signifiait la perte d'entrées autrefois fabuleuses et, par conséquent, le risque de tomber dans une situation d'instabilité politique et sociale interne, une situation à laquelle n'échapperaient pas non plus, à la longue, des pays comme l'Iran et la Libye qui sont très réticents à l'égard d'une dis-

cipline de la production et des prix. Quant aux pays hors cartel leur situation aussi serait aggravée, qu'il s'agisse de pays comme le Mexique, qui sont déjà en proie à de graves difficultés, ou comme l'Angleterre, qui est chroniquement malade.

On pourrait penser que les pays consommateurs n'auraient qu'à se féliciter de la baisse du prix du pétrole. Ils prendraient ainsi leur revanche sur les cheikhs de l'or noir. Mais les choses ne sont pas si simples. Avant tout, les pays exportateurs de pétrole sont devenus, en tant que tels, un formidable débouché pour eux. Rentiers ou pas, cheikhs ou pas, ces pays ont contribué à faire fonctionner la machine productive des pays industriels en consommant leurs marchandises et en absorbant dans de profitables investissements leurs capitaux. Il ne faut donc pas qu'ils s'appauvrisent! En second lieu, les masses énormes de surplus de l'OPEP, qui, recyclées, circulent follement dans le monde, ont bien provoqué un désordre financier considérable mais ils sont désormais une partie essentielle du système financier international. Si les pétrodollars sortent de la circulation, ou circulent moins vite, les grands instituts bancaires du monde entier, sans parler des flux de marchandises et de capitaux, mourront d'asphyxie. Troisièmement, l'effondrement du prix du pétrole aggraverait le déficit de pays qui sont déjà au bord de la faillite, comme le Mexique, et mettrait donc en danger la stabilité du "système monétaire international" et donc des principaux pays impérialistes qui sont les plus gros consommateurs de pétrole et de produits dérivés. Enfin, ces derniers ont investi énormément de capitaux dans la recherche de nouvelles sources d'énergie. Ils n'ont aucune envie de fermer boutique avec le risque de se trouver demain face à la menace d'une nouvelle pénurie de carburant. L'OPEP autrefois était une malédiction. Aujourd'hui, c'est un "parapluie"!

Ainsi la "logique du système" veut que nos gouvernants, qui exhortent leurs citoyens bien-aimés à supporter avec une résignation toute chrétienne les sacrifices imposés par les prix usuriers de ce maudit pétrole et par la violation de la part de l'OPEP des sacro-saints principes du libéralisme économique et des lois vénérables de l'offre et de la demande, courent allumer des milliers de cierges à Allah pour que l'Arabie Saoudite ne perde pas patience et ne se laisse pas convaincre de baisser le prix officiel de 34 dollars le baril, provoquant ainsi un effondrement des prix sur toute la ligne qui aurait, pour l'ordre établi, des conséquences bien plus catastrophiques que n'importe quelle augmentation passée, présente ou future. Le résultat pour nous, pauvres diables, sera de nous entendre dire: "Ces sacrifices ne sont plus une triste nécessité; ils sont la clé providentielle pour entrer au paradis. Remerciez-nous, nous autres gouvernants, qui vous demandons de consentir ces sacrifices. Sous ce drapeau, vous vaincrez!"

Pour le moment, à Vienne, les pays de l'OPEP ont décidé de renvoyer la réduction du "prix de référence" et d'élever le plafond de la production de 17,5 millions de barils par jour à peine 18,5 millions de barils par jour. Mais comme c'est là un plafond qui est notoirement dépassé, et que le niveau des prix sur le marché libre l'est aussi, la question ne pourra pas ne pas se poser à nouveau. Quant à nous, il nous faudra unir nos prières à celles de nos gouvernants, non pour qu'Allah empêche la baisse du prix du pétrole, mais au contraire, qu'il fasse en sorte que, si possible, il augmente!

LIBAN ET NORMALISATION

La situation au Liban au cours de ces dernières semaines a mis en évidence le sens réel de la "normalisation" que l'on instaure sur le dos des masses de ce pays et plus généralement du Moyen-Orient.

D'une part, les attentats, les découvertes de dépôts d'armes, les rumeurs sur l'installation de missiles au Sud-Liban, les affrontements entre Druzes et phalangistes chrétiens montrent que, partiellement victorieuse sur le plan strictement militaire, l'opération "Paix en Galilée" est bien loin d'avoir atteint son but sur le plan proprement répressif et policier. Dans les rangs des réfugiés palestiniens, non seulement la résistance continue mais elle se renforce au fur et à mesure que les équilibres instaurés de façon précaire se révèlent en fait profondément instables. D'autre part, les affrontements à répétition dont la ville de Tripoli surtout est le théâtre, confirment la profondeur des oppositions qui déchirent le camp de la "nation arabe", surtout depuis que l'OLP s'est rapprochée de la Jordanie en s'éloignant de plus en plus de la Syrie.

Il se crée ainsi une situation dans laquelle, indépendamment des intentions ou de la volonté des parties en présence, les canons pourraient recommencer à parler, et ce non dans des escarmouches isolées mais sur tous les fronts. Il découle d'ailleurs des conditions matérielles du Moyen-Orient elles-mêmes que chaque paix conclue sur le terrain de la guerre ou à la table des négociations n'est que le prélude à de nouveaux conflits encore plus violents.

Une normalisation "de fait" est cependant en train de mûrir: celle des rapports économiques. Il se peut qu'au moins de façon provisoire Israël accepte de retirer progressivement ses troupes d'une partie du Liban. Ce qui est certain, en attendant, c'est que ses marchandises pénètrent à flots dans les territoires occupés. Selon un article du "Financial Times" du 6 janvier dernier, la valeur des produits israéliens importés au Liban est passée de 800 000 dollars en juin dernier à 4 millions de dollars en juillet et à 9,3 millions de dollars en août, et selon des calculs officiels, entre les marchandises en transit et les exportations, le commerce israélien avec le Liban atteindrait désormais le chiffre imposant de 20 millions de dollars.

En même temps la nature des échanges tend à se modifier: il ne s'agit plus seulement de produits agricoles (bananes, pommes, agrumes, olives, huile, sucre, etc.) dont l'importation au Liban menace gravement l'agriculture locale à cause de leurs prix peu élevés, mais aussi de plus en plus de produits manufacturés (chaussures, habillement, etc.) dont l'invasion est favorisée par l'ouverture au commerce de transit du port de Haïfa, où les tarifs douaniers sont très faibles et qui profite de la paralysie plus ou moins complète du port de Beyrouth.

Le commerce a donc suivi le drapeau de l'armée et si celui-ci a du mal à claquer au vent avec l'arrogance des débuts de l'invasion au Liban pas facile à "normaliser", le commerce, lui, fleurit allègrement sans rencontrer d'obstacles. C'est une des contributions des sionistes à la "Paix en Galilée" qui est une "paix des cimetières" et des tiroirs-caisses.

**Lecteur fais connaître
notre presse en turc :**

**Enternasyonalist
Proleter**
Enternasyonal Komünist Partisi

CORRESPONDANCE ET ABONNEMENT

Le prolétaire
20, rue Jean Bouton - F - 75012 Paris
Versements : chèque bancaire ou chèque postal
à l'ordre du "Prolétaire"
Directeur-gérant : Saro
Imprimerie : Editions Polyglottes
232, rue de Charenton - 75012 Paris
Distribué par les NMPP
No d'inscription à la commission paritaire de presse:
52926

CORRESPONDANCE POUR LA SUISSE Editions Programme

12, rue du Pont 1003 LAUSANNE

Iran-Irak: Internationalisme contre guerre réactionnaire

Une guerre terrible continue d'ensanguiner le Proche-Orient. Les organes d'information évitent d'en parler. Le prolétariat ne peut pas oublier cette guerre et doit dénoncer son caractère réactionnaire.

Les guerres ne sont pas toutes identiques. Sur ce terrain les marxistes se distinguent à la fois des pacifistes bourgeois et des pacifistes petit-bourgeois et anarchistes. Par rapport aux pacifistes bourgeois, ils comprennent le lien étroit qui existe entre la guerre et la lutte de classe à l'intérieur de chaque pays et l'impossibilité qu'il y a à éliminer les guerres sans éliminer le capitalisme et les différences de classes, sans le communisme. Les marxistes reconnaissent en outre le caractère progressif des luttes menées par les peuples contre l'oppression nationale, comme les Palestiniens, les Kurdes, les Irlandais. C'est-à-dire qu'ils ne confondent pas la lutte des esclaves contre les oppresseurs et les guerres entre esclavagistes pour se partager le butin.

Par rapport aux pacifistes petit-bourgeois et anarchistes, les marxistes reconnaissent la nécessité d'une analyse historique de chaque guerre, selon la phrase célèbre de Clausewitz, pour qui la guerre est la poursuite de la politique par d'autres moyens.

La guerre entre l'Iran et l'Irak est une guerre réactionnaire. La lutte pour la patrie - formule acceptable quand est en cours une lutte de libération nationale comme c'est le cas actuellement pour le peuple kurde, ou quand le facteur national survit dans le temps, comme c'est le cas pour les Irlandais opprimés par sa Majesté britannique - devient au contraire une formule trompeuse quand elle sert à masquer des intérêts sordides. Sur le Chatt-el. Arab on ne combat pas pour l'émancipation nationale mais pour le pétrole, pour le contrôle du Golfe persique, cette artère vitale du monde industriel, pour décider lequel des deux Etats doit remplir le rôle de gendarme dans la région, au service plus ou moins direct de l'impérialisme.

Le régime de Khomeini est un des pires que l'on connaisse. Quand le prolétariat et les masses exploitées eurent provoqué par leur lutte l'effondrement d'une des armées les plus puissantes du monde et

dispersé la police politique, la sinistre Savak, l'organisation de Khomeini, qui avait essayé de freiner les masses, s'est mise aux côtés de la révolution pour mieux la saboter, en exploitant habilement les préjugés religieux et les sentiments anti-impérialistes répandus dans le mouvement de masse. Non pas chef, mais parasite de la révolution, non pas Robespierre mais thermidorien (et même par certains aspects, vendéen), Khomeini commença un travail de reconstitution de l'Etat du Chah fortement ébranlé par la lutte des masses. Camouflés derrière le drapeau d'Allah les hommes de Khomeini reconstruisirent l'armée, la bureaucratie, la police; des milliers de sbires pourchassent les opposants, même à l'étranger. Quand les masses commencent à perdre confiance dans le vieux brigand, l'appareil contre-révolutionnaire reconstruit pousse à la répression ouverte: opposants massacrés dans les rues, tortures, fusillades, pendaisons. Même les femmes et les enfants sont massacrés.

Mais notre haine et notre horreur pour Khomeini ne peuvent pas nous faire oublier notre aversion pour le bourgeois irakien, qui cache sous des slogans laques et modernes sa volonté de pillage. Les internationalistes et le prolétariat international ne doivent pas aider un brigand moderne contre un brigand archaïque, ils doivent se mobiliser pour les abattre ensemble. L'Etat iranien comme l'Etat irakien sont des prisons pour peuples. L'Iran opprime des minorités turkmènes, arabes, turques, balouches. L'Iran et l'Irak oppriment tous deux des morceaux de la nation kurde.

Quelle est la tâche du prolétariat iranien et irakien, auquel le prolétariat international doit sa solidarité?

Il doit démasquer la réalité de cette guerre, montrer ce qui se cache derrière les belles paroles; il doit comprendre que - comme disait Liebknecht - l'ennemi est dans notre pays.

L'ennemi, ce n'est pas le travailleur de l'autre pays, mais notre propre bourgeoisie et son Etat. C'est pourquoi il importe que les travailleurs de chaque camp fraternisent avec les prolétaires de l'autre camp et retournent leurs fusils contre les oppresseurs à l'intérieur de leur propre pays en transformant la

guerre réactionnaire en révolution. Les deux Etats doivent être abattus et cela n'est possible que si le prolétariat, en rompant avec toute tradition d'oppression, accorde pleinement le droit à l'autodétermination aux nationalités opprimées.



Quels sont les ennemis de la révolution? Avant tout l'impérialisme américain. Ce brigand armé jusqu'aux dents, avec son énorme capacité d'intervention et de corruption, reste l'ennemi n°1 du prolétariat international. Il y a ensuite la bourgeoisie européenne et japonaise, "bonne" et "pacifique", comme il se doit, en fait toujours prête à vendre n'importe quel pour trente deniers, toujours prête à s'introduire là où il y a des armes à vendre ou un contrat juteux à signer. Il y a enfin la Russie, autrefois le berceau de la révolution. Soixante ans ont passé depuis que Lénine, proche de sa fin, dénonçait en Staline le responsable d'une campagne nationaliste grand-rasse. Les autres bolcheviks ne saisirent pas cet appel dramatique et ne virent pas que le danger et la dégénérescence prenaient pied de plus en plus. Aujourd'hui, pour dissiper tout doute possible sur le caractère de la Russie, la classe dirigeante contre-révolutionnaire a mis à la tête de l'Etat un sbire professionnel, Andropov.

Il y a aussi les forces locales qui jouent un rôle antiprolétarien, le Tudeh en particulier, PC pro-russe et exemple honteux de social-chauvinisme. Le social-chauvinisme consiste à soutenir que cette guerre est faite pour défendre la patrie: en fait on tend un voile sur les causes réelles de la guerre, on cache l'oppression des minorités ethniques, on voit en Khomeini - il faut le faire! - un révolutionnaire. Le social-chauvinisme est la conséquence directe de l'opportunisme; il prend racine dans des couches d'aristocratie ouvrière et dans la petite-bourgeoisie privilégiée qui défendent précisément leurs privilèges. C'est pourquoi la victoire de la lutte des masses prolétariennes et opprimées passe obligatoirement par la liquidation de toute influence politique et organisationnelle de ces renégats.

Le marxisme n'est pas pacifiste. Laissons aux curés de toutes les Eglises le bêtard message de paix. Le marxisme est pour la transformation de la guerre réactionnaire en guerre civile, pour la conquête du pouvoir par le prolétariat. A la tête des masses exploitées. Cette vérité est plus que jamais d'actualité pour les masses d'Iran et d'Irak.

La guerre réactionnaire a provoqué au moins 300 000 morts. L'Etat français, en vampire impérialiste, accroît ses profits en intensifiant son aide militaire et financière particulièrement à l'Irak. Ainsi la France s'est engagée à livrer 89 Mirage F1 et étudie la livraison d'avions Super-Etendard équipés de missiles Exocet. D'ailleurs l'Irak est le premier client de la France au Proche-Orient: pour 1981 et 1982 28 milliards de ventes d'armement et autant dans le domaine des équipements civils.

Cela montre pourquoi les masses d'Iran et d'Irak servent de chair à canon: pour alimenter au moyen de massacres d'envergure les profits des impérialismes, en premier lieu de la France, et pour préserver les privilèges des classes et des Etats réactionnaires irakien et iranien. Aussi la dénonciation de la guerre réactionnaire Iran-Irak est-elle inséparable d'une dénonciation impitoyable des ignobles exactions du gangster impérialiste qu'est l'Etat français.

suite de la page 1

passée de 5 millions de dollars en 1980 à 15 millions de dollars en 1982. Les instructeurs américains qui étaient au nombre de 40 en février 1982, étaient plus de 100 en août. A une armée équipée de pied en cap par les Etats-Unis s'est rapidement ajoutée une aviation qui est considérée comme la plus puissante de la région. Et s'il est vrai que sur les 200 millions de dollars de prêts accordés aux pays amis d'Amérique Centrale le Honduras n'a reçu que 35 millions de dollars, alors que le Salvador en a reçu 75 et le Costa-Rica 70, l'abondance de l'aide de caractère purement militaire compense largement la parcimonie relative des crédits de nature soi-disant uniquement commerciale. Ceux-ci en effet visent à faire tenir debout, tant que c'est possible, des régimes, comme celui du Salvador, qui sont considérés comme plus ou moins perdants, tandis que les crédits militaires vont essentiellement aux régimes qui, comme le Honduras, offrent au moins dans l'immédiat quelque garantie pour supporter plus ou moins brillamment le poids d'opérations militaires à l'intérieur et le cas échéant à l'étranger.

A la conférence des pays "non-alignés" qui s'est tenue récemment à Managua, une motion a été adoptée demandant humblement aux Etats-Unis de faire preuve d'une attitude "plus compréhensible" à l'égard de l'Amérique Centrale. La philosophie du "non-alignement" ne pouvait mieux exprimer son inconstance. Que peut, en effet, "comprendre" Washington à la situation d'une aire que, depuis plus d'un siècle, il considère comme une réserve de chasse personnelle, tant à cause de son importance stratégique comme charnière entre l'Atlantique et le Pacifique et entre le Nord et le Sud du continent, qu'à cause de son importance économique comme important réservoir alimentaire et comme siège d'investissements profitables (un seul chiffre: en 1954 l'United Fruit Co. possédait 20 % des terres cultivables du Guatemala, du Honduras et du Costa-Rica)? La "compréhension" de Washington est forcément liée à la conscience que ce

Perspectives prolétariennes et lutte des classes en Amérique Centrale

serait une calamité pour les USA de se laisser expulser de ces terres nominalement indépendantes et que, pour déjouer une menace de ce type et en tout cas, parce qu'une évidente communauté d'intérêts l'exige, il est évident et impératif de maintenir ou de resserrer des liens d'alliance inflexible avec la grande propriété foncière locale. D'ailleurs celle-ci, sur laquelle s'appuie depuis longtemps Washington, est elle-même la matrice des dictateurs militaires qui se succèdent à la pelle dans ce pays, les seuls qui soient en mesure de maintenir en vie une démocratie blindée et galonnée comme celle qu'exige de façon impérieuse la domination du capital financier.

Il est vrai aussi que les règles du jeu imposent à la Maison-Blanche et au Pentagone de préférer à des régimes ouvertement réactionnaires comme celui de feu Somoza ou du major d'Aubuisson, des gouvernements comme celui qui est présidé au Costa-Rica par le général social-démocrate Monge ou au Guatemala par le général démocrate-chrétien Rios Montt. Mais l'ironie la plus récente de la longue histoire de l'Amérique Centrale est que l'armée la plus féroce pour réprimer le moindre signe, ne disons pas de révolte, mais même de mécontentement de la part des paysans dépossédés de leurs terres et affamés est, avec l'armée du général Alvarez au Honduras, celle du Costa-Rica et que l'armée la plus impitoyable dans le massacre des indigènes (le peu qu'il en reste) considérés comme des alliés présumés de présumés "agents secrets" est précisément celle du Guatemala, tandis qu'au Salvador la sale besogne est menée par des formations paramilitaires "tolérées" par un gouvernement d'extrême-droite.

En tout cas le lien entre la répression politique et sociale menée par des gouvernements militaires inféodés à la grande propriété foncière et au capital financier international, d'une part, et l'appui diplomatique, économique et militaire US à ces gouvernements, d'autre part, est une donnée de fait désormais séculaire. Cette situation qui correspond à la domination capitaliste sur le plan continental et évidemment mondial, ne pourra donc être définitivement renversée que par une révolution précisément orientée contre l'hégémonie des forces capitalistes sur des bases prolétariennes.

C'est un fait tout aussi "organique", c'est-à-dire fondé matériellement, que contre ce lien s'insurgent périodiquement une vaste paysannerie misérable, une petite-bourgeoisie au bord de la prolétarianisation et une bourgeoisie moyenne frustrée dans ses ambitions d'initiative économique et politique indépendante. C'est là le véritable "agent secret" agissant dans le sous-sol d'une région qui est en ébullition permanente et où le Salvador occupe, aussi pour son dramatique tribut de sang, le premier rang.

Quand (voir en particulier l'article Sur la révolution en Amérique Latine, paru dans le n° 77, juillet 1978, de notre revue théorique internationale "Programme communiste" et qui était destiné à faire définitivement le point sur toute la question) nous avons évoqué comme seule perspective possible pour l'avenir en Amérique Latine non pas une révolution double, une révolution bourgeoise "transcroissant" en révolution prolétarienne (le mode de production capitaliste et ses superstructures y sont en effet depuis longtemps solidement implantées, même si le processus

de leur acclimatation y a été particulièrement tortueux en prenant des formes largement "impures"), mais une révolution prolétarienne avec tous les présupposés objectifs pour ne pas rester localisée dans un seul pays ou dans un petit nombre de pays, mais pour s'étendre à tout le continent jusqu'à impliquer tôt ou tard les Etats-Unis. Une révolution, d'autre part, obligée de prendre en charge d'immenses tâches "impropres", parce qu'héritées d'un passé pré-capitaliste pas encore détruit, mais qui n'est pas pour autant condamnée à ne pas être pleinement socialiste, avant tout sur le terrain politique, mais aussi, même si c'est plus lentement et de façon moins directe, sur le terrain économique. Quand nous avons évoqué cette perspective, nous nous sommes bien gardés d'exclure que, avant que l'on en soit là, des mouvements nécessairement violents (étant donné la structure sociale et politique de la région) de caractère non prolétarien et non communiste, mais petit-bourgeois radical et démocratique éclatèrent dans tel ou tel pays, en s'alimentant non seulement de l'appât des antagonismes politiques et sociaux propres à l'époque impérialiste à l'échelle mondiale, mais aussi de la présence de formes très avancées sur le plan capitaliste et de vestiges persistants des époques révolues. Ce que nous avons affirmé et affirmons c'est que, sur le terrain propre de ces mouvements « il ne peut pas y avoir (contrairement à ce que voudraient les partisans d'une voie particulière, latino-américaine, au socialisme) de révolution agraire mais « seulement des réformes; il ne peut y avoir de révolution anti-impérialiste « continentale, mais seulement des révolutions. »

Bref nous avons dénié et nous dénonçons aux forces sociales et politiques agissant dans ces mouvements comme forces protagonistes un rôle historique indépendant tel qu'elles pourraient non seulement "réformer" dans tel ou tel aspect le mode de production en vigueur et la société érigée sur ces bases, mais renverser ces mêmes bases, un renversement sans lequel la domination intercon-

POLOGNE: malgré toutes les manoeuvres, la lutte pour l'indépendance de classe n'est pas finie!

Au fur et à mesure que se succèdent les mesures et les déclarations du gouvernement polonais, en conclusion — une conclusion vraie ou fausse — de la période de l'"état de guerre", le sens de sa politique économique et sociale apparaît de plus en plus clairement. Celle-ci est un mélange de tours de vis et de concessions, de coups de bâtons et d'offres de paix, avec évidemment (comme c'est le cas dans tous les pays, mais ici à un degré supérieur) priorité des premiers sur les seconds, particulièrement en ce qui concerne les ouvriers.

Le 8 octobre Solidarnosc a été dissous. Ce qui est caractéristique cependant, c'est que la loi n'a pas seulement reconnu le droit des travailleurs de "créer des syndicats et de s'y inscrire", elle a proclamé "indépendants des organes de l'administration politique et économique" et doté de pouvoirs égaux, tous les syndicats constitués éventuellement sur la base des nouvelles dispositions. "Les organes de l'administration politique et économique, a déclaré Radio Varsovie le lendemain de la dissolution de Solidarnosc, doivent obligatoirement s'abstenir de toute initiative pouvant limiter l'indépendance des syndicats ou leur activité conforme à la loi". La loi précise en outre, à propos des syndicats, qu'ils "représentent et défendent les droits et les intérêts des travailleurs en ce qui concerne la rétribution du travail, l'hygiène et la sécurité, les services sociaux, la santé, les retraites, les prestations sociales, ainsi que le logement et le ravitaillement pour les travailleurs et leurs familles". Ces mêmes syndicats qui "collaborent à la définition et à la réalisation des tâches sociales et économiques liées au développement du pays", "agissent pour accroître le revenu national et le répartir équitablement". Et, comme pour bien confirmer les aspects contradictoires (selon qu'il s'agit de garantir l'ordre établi ou bien de s'assurer le concours des ouvriers) de toute cette série de mesures, la loi qui en dissolvait Solidarnosc prive le mouvement ouvrier polonais d'un organisme non seulement indépendant, mais à base nationale, et donc doté du maximum de capacité de pression sur l'appareil d'Etat, chatouille ensuite Solidarnosc sur un des points les plus fameux de son idéologie, l'auto-gestion, en admettant la création de syndicats à base essentiellement locale, des syndicats d'entreprise, les seuls qui puissent effectivement être "autogérés".

D'autre part, quelle indépendance réelle peut bien avoir un syndicat, alors que cette indépendance est garantie par une loi qui établit:

1) qu'en cas de conflit du travail le syndicat doit obligatoirement entamer immédiatement des négociations dans le but de résoudre le conflit, et qu'au cas où le conflit n'est pas réglé dans un délai de 7 ou 10 jours, celui-ci est soumis à une commission d'arbitrage ou de médiation, auprès de la Cour suprême si le conflit concerne plusieurs entreprises, auprès du tribunal de district s'il ne concerne qu'une seule entreprise.

2) que les syndicats ont le droit de déclarer la grève mais seulement en dernier recours, c'est-à-dire seulement quand ont été épuisées toutes les possibilités de règlement du conflit, alors qu'ils ont le devoir d'informer, au moins 7 jours avant le début de la grève, le directeur de l'entreprise, lequel "ne peut être limité dans ses fonctions par les organisateurs de la grève".

3) que la grève de caractère politique est interdite.

4) que la grève ne dispense pas de la responsabilité pénale, par exemple en cas d'usage de matériel ou d'occupation des locaux de l'entreprise, en cas de menaces ou de violences vis-à-vis de non-grévistes, en cas de pressions sur le directeur, etc.

5) que, pendant la grève, les travailleurs n'ont pas le droit à leur salaire.

6) que le parlement peut suspendre provisoirement le droit de grève, par exemple "dans des situations justifiées par des conditions critiques de l'économie", une loi, enfin, qui limite rigoureusement le nombre des catégories pour lesquelles la grève est, avec toutes les limitations que l'on vient de voir, "admissible".

Nous passons sur d'autres obstacles mis par la loi à la "libre" activité des syndicats reconnus par la nouvelle loi. Notons cependant que ces obstacles coexistent avec la déclaration d'indépendance des syndicats, de la même façon que la limitation du droit de vote coexiste avec la proclamation de son existence. Ce droit n'est reconnu dans aucun autre pays du bloc dit "socialiste", et c'est ce qui donne à la législation actuelle en Pologne un caractère ambigu, pour ne pas dire contradictoire.

Quant à la suspension de l'état de guerre à la mi-décembre, elle appelle à notre avis les considérations suivantes:

Avant tout, l'ensemble des mesures adoptées par le gouvernement montre que celui-ci espère approfondir ainsi l'écart entre les éléments de pointe du mouvement surtout syndical et les éléments plus modérés qui, aujourd'hui, en période de reflux, constituent naturellement la majorité et qui doivent, pour Jaruzelski et Cie, continuer à être la majorité. Si les camps d'internement ont été supprimés, restent donc en prison et seront bientôt jugés les militants de Solidarnosc les plus combattifs et les moins disposés au compromis et, avec eux, les éléments les plus décidés de l'opposition politique au régime. Que les militaires soient aidés pour appliquer ces mesures discriminatoires par la politique de médiation de l'Eglise et par l'action parallèle des Walesa et Cie, ce n'est que trop évident.

En second lieu, si pour les citoyens en général la suspension de l'état de siège signifie le retour à une certaine liberté de mouvement, cette suspension s'accompagne d'un renforcement de la discipline du travail dans la production et donc dans l'usine. C'est ce que montrent les dispositions prises par le gouvernement: elles interdisent la rupture unilatérale du contrat de travail par les ouvriers (il semble qu'au moins 800 000 travailleurs qui envisageaient de changer d'emploi soient concernés), elles imposent de ne réembaucher d'ouvrier licencié "pour des raisons professionnelles" qu'au niveau de salaire le plus bas de sa catégorie; elles punissent par le licenciement sans préavis la participation à une grève déclarée en violation des dispositions réglementaires ou à une action de protestation avec distribution de tracts, etc.; elles prolongent jusqu'à 46 heures la semaine de travail en cas de nécessité économique urgente, etc. Ces dispositions aggravent la situation déjà créée par la loi du 8 octobre.

C'est là un tour de vis étroitement lié à l'approfondissement de la crise économique et, en tant que tel, commun de différentes façons à tous les pays de l'Est (et aussi naturellement à ceux de l'Ouest), y compris la Russie des débuts de l'"ère Andropov". Ce n'est pas par hasard si le président de la commission des Finances de la Diète polonaise, le sieur Kaminsky, a rendu responsable du déficit budgétaire et de l'endettement du pays, la diminution de la productivité du travail provoquée par l'introduction du samedi libre (une des conquêtes de 1980-81) et donc le bas niveau de la production industrielle; et, en soulignant le taux élevé atteint par l'inflation à la fin de l'année, il n'a pas hésité à dire qu'elle était "multipliée par les pressions de certains milieux qui réclament des augmentations de salaire".

Enfin, il est évident que la suspension de l'état de siège pourra être... suspendue à son tour, si l'on n'atteint pas dans le domaine de la production et dans celui de l'ordre public, les résultats que le gouvernement attend. Pour arriver à ces résultats, le gouvernement agit avec l'aide tantôt tacite, tantôt déclarée de l'Eglise et est en train de créer, à côté du bras militaire, un bras politique, un organisme d'unité et de solidarité nationale, le PRON, qui est évidemment conçu comme un moyen pour arracher aux forces d'opposition le monopole de cette composante essentielle de la vie politique et culturelle polonaise qu'est — et pas seulement dans les milieux bourgeois — le nationalisme.

Ne voir dans tout cela qu'une défaite ouvrière et une victoire inconditionnelle des forces de l'ordre incarnées par l'armée serait toutefois une erreur.

En effet, l'insistance sur la discipline dans le travail serait inexplicable sans la persistance d'une résistance ouvrière diffuse au moins sous la forme rampante de l'absentéisme ou sans la résistance ouverte du boycott; d'autre part, en liquidant Solidarnosc, le gouvernement a dû admettre, fût-ce dans des limites bien précises, la conquête la plus importante de Solidarnosc, à savoir, l'indépendance des syndicats nés de la volonté des ouvriers et gérés par eux. C'est là un signe incontestable de la force encore présente du mouvement d'opposition au régime et de l'impossibilité d'assurer un quelconque degré de consensus, et encore moins d'adhésion des prolétaires aux syndicats "officiels".

Dans ces conditions, marquées aussi par le peu de popularité dont bénéficient les quelques 2 500 syndicats constitués jusqu'ici, on peut prévoir que la mesure adoptée par le gouvernement — et ce serait l'hypothèse la plus favorable — n'aura pas de succès. On peut même remarquer la profonde haine des masses travailleuses à l'égard des syndicats "officiels", qui explique le mouvement de résistance dont l'action de Solidarnosc clandestine représente un des aspects les plus significatifs.

C'est pourquoi aujourd'hui il est particulièrement important que Solidarnosc clandestine puisse résister et se renforcer pour contrecarrer les manœuvres et les pièges déployés par l'Etat et les forces qui le soutiennent. Un tel succès enrichirait l'expérience des travailleurs polonais en leur permettant de démasquer les faux amis qui sont les leurs (les syndicats "officiels", l'Eglise, les forces bourgeoises), et de renforcer leur capacité de riposte. Aussi, dans la situation présente de reflux la solution la plus favorable est celle que Solidarnosc clandestine puisse préserver, reconstituer et élargir le réseau organisationnel acquis par la lutte et préparer, de la sorte,

sur une échelle plus ample, la reprise du combat en évitant les effets négatifs de la démolition. C'est bien entendu la meilleure solution dans la mesure où la lutte se poursuit pour arracher et imposer dans les faits la liberté d'organisation indépendante des travailleurs.

Cependant même si l'Etat et les forces bourgeoises parviennent à liquider définitivement l'organisation Solidarnosc clandestine, cela ne signifie pas pour autant que tout est fini, et que pour un temps, les possibilités de résistance et de luttes auront complètement disparu pour les travailleurs.

On ne peut donc pas exclure qu'à travers la reconstitution, grâce à l'énergie des franges combattives du prolétariat, d'un réseau organisé tenant compte des nouvelles conditions objectives et subjectives (c'est-à-dire du rapport de force) se lèvera à nouveau la revendication d'un syndicat vraiment indépendant de l'Etat; la lutte reprenant alors comme objectif la réalisation d'une organisation classiste sur des bases non étroitement locales (d'entreprise) mais à l'échelle nationale et de catégorie (ou d'industrie).

On ne peut également exclure que, à la suite d'un reflux plus ample encore, sous la pression d'une reprise sur une vaste échelle des luttes revendicatives, les organismes domestiqués qui viennent d'être reconnus échappent des mains de Jaruzelski et Cie. En effet, même si les syndicats officiels ont pour fonction de canaliser la résistance du mouvement ouvrier polonais il est malgré tout, pour l'instant, obligé de leur reconnaître une certaine indépendance au moins du point de vue formel. Cela montre bien que la féroce répression bourgeoise n'est pas parvenue à domestiquer les travailleurs. Dans ce cas, qui est une des hypothèses envisageables, les rapports de force ayant changé en faveur des ouvriers, ils pourraient se remplir de contenus non seulement autres que ceux que souhaite le régime militaire mais opposés et se transformer en véhicules d'exigences proprement prolétariennes en se subordonnant à elles au lieu de se subordonner aux "exigences supérieures de l'économie nationale".

Les voies de l'histoire ne coïncident pas avec les dispositions constitutionnelles, et encore moins avec les décrets de police. Ce sont ces développements éventuels qu'il faudra suivre à l'avenir. Ils obligeront à poser les délicats problèmes tactiques qui s'y rattachent et qui sont, sous tant d'aspects, communs au prolétariat polonais et au prolétariat français, allemand, italien ou russe, hongrois, roumain, etc.

Cependant, pour l'instant, il est de notre devoir de prendre toutes les initiatives possibles pour chercher à épauler la lutte qui se mène en Pologne pour maintenir l'organisation clandestine de Solidarnosc. Cela suppose en Europe, une campagne de dénonciation systématique de toutes les forces qui derrière des proclamations hypocrites sont les complices actifs des tentatives d'étranglement des travailleurs de Pologne: les Etats occidentaux qui touchent les intérêts de la dette polonaise sur le dos des masses travailleuses; les forces politiques et syndicales opportunistes, ainsi que les "humanistes" bélants et les grenouilles religieuses.

Cela suppose également un travail résolu pour populariser et rendre vivant auprès des masses ouvrières d'Europe les formidables leçons pratiques et tactiques qu'a forgées la lutte des prolétaires polonais.

C'est sur ce terrain et pas seulement sur celui de l'assistance matériel et de l'aide morale, que pourra se cimenter une authentique et active solidarité de classe.

NIGERIA:

L'exode forcé: l'exception ou la règle?

Le Nigéria, frappé par la crise, vient d'expulser plus de 2 millions de prolétaires immigrés originaires du Ghana (en majorité), du Cameroun, du Bénin, du Togo, de la Haute-Volta et du Tchad.

Cet exode a provoqué l'indignation des opinions publiques occidentales. Mais qu'a fait d'autre le Nigéria que ce qu'ont fait les grandes métropoles de la "civilisation" bourgeoise, sur une moindre échelle, c'est vrai, mais uniquement parce que n'y existent pas les "graves raisons d'urgence" propres à un pays qui a connu une croissance trop rapide? Quel est le pays hautement industrialisé qui, ces dernières années, n'a pas expulsé

un grand nombre de travailleurs immigrés et empêché par tous les moyens l'arrivée de contingents supplémentaires d'immigrés? Quel est le pays qui n'a pas rendu responsables de la crise et du chômage les "étrangers" qui viennent manger "notre" pain? Qu'on pense à l'Allemagne, à l'Angleterre, à la France, etc.

Il n'y a donc qu'un seul coupable: c'est le mode de production fondé sur la transformation de la force de travail et donc des bras en marchandise, un mode de production que le Nigéria s'est contenté d'importer, un mode de production que l'Occident super-industrialisé s'est glorifié d'avoir implanté au Nigéria!

rapport Kahane le bourreau sioniste cherche à se laver les mains !

La publication de la commission d'enquête Kahane a provoqué une vive agitation en Israël comme dans le monde occidental. En France tout le monde politique ainsi que les mass-médias font semblant de découvrir la responsabilité des bouchers sionistes dans la préparation et l'organisation des massacres de Sabra et Chatila avec l'aide de leurs auxiliaires des milices phalangistes.

De plus tout le monde, avec une ignoble insistance, vante les mérites de la "démocratie israélienne" capable de faire la lumière sur certains "excès" regrettables en taisant le fait que cette démocratie ne peut exister qu'en se fondant sur une politique systématique de discrimination au nom du "privilège juif" à l'égard des populations arabes et sur une politique d'agressions militaires sauvages permanentes depuis plus de 30 ans.

Enfin toutes les forces bourgeoises et opportunistes taisent la complicité active déployée par les Etats impérialistes et la FMI avec en tête la France, qui a rendu possible le massacre de Sabra et Chatila. Il convient à cette occasion de rappeler quelques vérités.

Les massacres de Sabra et Chatila ont été facilités par le retrait précipité de la première FMI qui est revenue, dans le cadre d'une deuxième force, une fois que la sale besogne était achevée et que le terrain était libre pour la poursuite de l'opération de gendarmerie contre les masses libano-palestiniennes de Beyrouth.

Les conclusions du rapport Kahane s'intègrent dans une manœuvre qui a pour

but de rejeter partiellement la responsabilité sur le gouvernement Begin ou sur une de ses composantes (Sharon et Shamir) ce qui permet de blanchir l'Etat sioniste et d'en faciliter à terme la reconnaissance par les Etats arabes et la direction de l'OLP en préparant une relève plus présentable (gouvernement Pères par exemple). Il s'agit ainsi, en accélérant le développement d'une solution négociée, de sanctionner les résultats de la politique armée du sionisme et de l'impérialisme. Cela ne doit pourtant pas faire illusion. Car même si le gouvernement Begin est remplacé, le parti travailliste, seule relève possible, est lui aussi éclaboussé par les massacres perpétrés contre les masses palestiniennes.

C'est ce qu'avait déjà rappelé cyniquement Sharon lui-même fin septembre 82 pour défendre sa politique en dénonçant les responsabilités de Pères (alors lui aussi ministre de la Défense) lors des massacres de Tall-El-Zâatar en 1976. La nature de l'Etat sioniste d'Israël est telle que toutes les forces politiques qui le soutiennent ont été déjà ou seront inévitablement engagées dans une politique sanglante d'oppression et de massacres. A criminel sioniste il y a et il y aura toujours criminel sioniste et demi.

C'est pourquoi le rapport Kahane, derrière un masque mensonger de "probité et de courage", n'est qu'un élément de l'infâme piège contre-révolutionnaire qui broie les masses palestiniennes et libanaises.

Le 9 février 83.

IRAN : A BAS LA TERREUR CONTRE-REVOLUTIONNAIRE

Pendant que la guerre réactionnaire se poursuit entre l'Irak et l'Iran, en Iran la répression fait rage se soldant par plus de 25 000 meurtres et assassinats pour la seule année 1982. Cette violence contre-révolutionnaire développée systématiquement par le régime réactionnaire de Khomeiny a pour objectif de briser tout mouvement de révolte des masses ouvrières et sans réserve ainsi que le combat des nationalités opprimées comme celui que livrent par exemple les masses kurdes depuis plusieurs années. La répression sanglante se développe d'autant plus facilement qu'elle bénéficie d'une formidable complicité du silence notamment en France.

Nous venons d'apprendre l'assassinat le 27 janvier 1983 de 3 dirigeants de l'organisation de lutte pour la création du mouvement ouvrier indépendant : Hadi Kianzad, Morteza Moussavi et Mahmoud Machaeikhi. Nous ne savons pas si ces 3 militants révolutionnaires sont morts sous la torture (sous laquelle ils étaient depuis près de 2 ans) ou s'ils ont été exécutés. En luttant contre le régime de Khomeiny ces camarades ont lutté contre toute exploitation capitaliste et réactionnaire. Il appartient au mouvement prolétarien international de maintenir vivant leur combat révolutionnaire.

Dans cette perspective nous devons tout mettre en œuvre pour briser la complicité du silence (1) qui entoure les exactions du régime contre-révolutionnaire iranien et chercher à épauler et impulser toute initiative de soli-

darité internationaliste active avec la lutte des masses exploitées et des combattants révolutionnaires d'Iran.

Note 1: Cette complicité se traduit même par un musèlement de toute manifestation contre Khomeiny comme on a pu le constater avec l'interdiction par le gouvernement français le 8 février d'une manifestation des Moudjahedins du peuple, alors même que ceux-ci sont impliqués dans une catastrophe politique d'alliance avec Bani-Sadr, un autre bourreau des masses kurdes et exploitées d'Iran.

Il programma comunista N°2

DANS CE NUMERO :

- * Situation syndicale en Italie
- * Directives pour l'intervention syndicale
- * Contre la répression
- * Episodes de la lutte de classe en Italie
- * Etats - Unis
- * Amérique Centrale
- * Lutte palestinienne et prolétariat
- * Nigéria
- * Espagne: le pacte social
- * 60 ans de la Constitution russe (2)

LETTRE D'ITALIE REPRESSION ET SITUATION DANS LES PRISONS

La situation italienne est caractérisée par un chiffre élevé de la population pénale (environ 35 000 détenus, dont 3 à 4 000 prisonniers politiques), une population qui ne diminue pas malgré l'ammortissement et la dépenalisation des délits mineurs.

Les deux-tiers des emprisonnés sont dans l'attente d'un jugement, et donc privés de liberté sans qu'aucun procès ne sanctionne leur culpabilité présumée. C'est l'inculpé qui doit faire la preuve de son "innocence".

C'est pour les détenus politiques (dont les délits sont inhérents à la lutte armée, mise en pratique ou pas) qu'ont été imaginées les prisons dites "de haute sécurité". La construction de nouvelles prisons est devenue un chapitre important du budget du gouvernement. Il suffit de penser que pour les trois années, 1981 à 1983, l'autorisation de dépense pour la constitution de prisons est de 190 milliards de lires contre 80 pour la construction d'écoles. Les "prisons spéciales" constituent de véritables lieux de torture, non une torture à la sud-américaine, mais une torture raffinée, psychologique, d'anéantissement psycho-physique: cellules individuelles, isolement 23 heures sur 24, aucun contact humain même avec ses propres bourreaux, portes ouvertes et fermées électroniquement, conversations avec la famille et les avocats à travers des vitres sans micros, etc.

Les gouvernements qui se sont succédés à la direction de l'Etat italien dans les dernières années ont toujours donné à la "lutte contre le terrorisme" la première place parmi les différentes "tâches" du pays. Cette lutte a été menée de la façon que nous nous efforçons de résumer comme suit.

1) L'initiative la plus brutale répressive, à la limite de la légalité combinée avec l'illégalité tout court, se fait en tapant dans le tas, aveuglément, et en acquérant ainsi une "expérience" pour frapper ensuite de façon sélective et plus "sûre". Ce genre d'illégalité était en général tolérée comme un mal nécessaire, mais... provisoire, même par des secteurs réformistes de l'appareil d'Etat, mal auquel — disait-on — on ne recourrait plus lorsque la paix sociale serait restaurée et le terrorisme battu. Tous les gouvernements se sont vantés d'avoir donné le coup de grâce au terrorisme, tous les gouvernements ont conservé et même éventuellement renforcé les pratiques répressives illégales en les transformant ensuite en articles de loi. C'est ainsi qu'on a assisté il y a trois ans au massacre de la via Fracchia à Gênes, où quatre militants des Brigades Rouges ont été surpris chez eux et tués durant un "affrontement" où (les journaux bourgeois eux-mêmes l'ont reconnu) les forces de l'ordre ont tiré plus de 90 coups, tandis que seul un des brigadistes eut le temps de répondre. Il y a eu de véritables

exécutions, aux barrages de police ou dans les rues, également d'innocents citoyens effrayés par des policiers en civil qui s'efforçaient de les arrêter les armes à la main. Tout ceci est rien moins que provisoire. En 1982 il y a eu un véritable scandale lorsqu'ont été révélés des épisodes de torture perpétrés par les policiers sur certains brigadistes à l'époque de la séquestration du général de l'OTAN, Dozier.

Sans parler de l'arrestation des avocats défenseurs de terroristes, ou de celle de directeurs de revues de contre-information comme Fiorillo de "Corrispondenza internazionale", coupables d'avoir des rapports épistolaires avec des prisonniers politiques, soumis en tant que tels au plus complet isolement de la part de l'administration pénitentiaire, contrôle qui ne suffit pas à éviter la dénonciation pour apologie de crime à ceux qui contribuent à rendre publiques les positions politiques des détenus. Si on ajoute à cela la faute de "concours moral" à quelque délit, on a une idée de l'ampleur avec laquelle la répression peut opérer "dans le plein respect de la loi". Inutile d'ajouter que les "garanties" pour les détenus, comme pour ses proches et ses amis sont toujours plus violées jusqu'à réclamer des interventions législatives pour transformer des pratiques illégales en pratiques légales.

2) Les modifications normatives et législatives constituent le deuxième point du plan d'action répressif: l'énorme extension de l'emprisonnement préventif qui, pour les délits commis contre l'Etat, peut arriver jusqu'à un total de 12 ans consécutifs.

L'article 90 prévoit l'impossibilité de recevoir des colis de vivres, des vêtements, etc., de l'extérieur; il limite la correspondance en interdisant absolument celle entre les prisons y compris entre détenus parents, oblige à des parloirs avec vitres tant pour les familles que pour les avocats, permet de continuels perquisitions, provocations et des fouilles corporelles plusieurs fois par jour y compris anales et vaginales, menées à bien par la violence. Il prévoit aussi des "petits bras" spéciaux de "contrôle prolongé", c'est-à-dire isolement complet 24 heures sur 24, dans toutes les prisons spéciales, et son extension aux prisons où ces détenus sont transférés pour les procès.

3) L'initiative politico-judiciaire, que nous pouvons appeler "opération-repentis", consiste à introduire de fortes réductions de peines et la liberté provisoire individuelle facilitée pour pour tous ceux qui contribuent de façon déterminante au cours de la justice, c'est-à-dire qui font emprisonner leurs camarades de lutte. Beaucoup des fameuses collaborations "spontanées" avec la justice puent à un kilomètre, mais elles rendent en tout cas un service à la magistrature qui, sur la base de la paro-

le d'un "repenti" inverse le système de preuves, c'est-à-dire qu'elle n'a pas besoin de preuves concrètes pour arrêter quelqu'un: il suffit de la parole d'un repenti. On assiste ainsi à de monstrueux montages tels que c'est l'inculpé sans preuve qui doit "démontrer" son innocence, démonstration qui lui est facilitée s'il se "repent" et "collabore", et en vient ainsi à se trouver dans un cercle infernal de repentis préventifs.

4) A l'opération "repentis", dont les résultats n'ont pas été si mirifiques que cela, s'ajoute une initiative plus raffinée, plus subtile, celle de la "dissociation". Dissociation, évidemment, par rapport à la lutte armée, mais aussi par rapport à toute forme de violence, précisément celle que les syndicats de collaboration de classe demandaient aux travailleurs quand ils appelaient à des grèves "contre le terrorisme" ou à l'occasion de l'élection de délégués d'usine. Il est naturel que certains secteurs importants de l'appareil politique et syndical appuient cette forme particulière de dissociation. Un point d'appui pour lancer cette initiative a été donné par certaines déclarations de critique de la ligne et de la stratégie du "parti armé" faites par certaines composantes des organisations combattantes qui, ayant revu leur propre passé politique et pratique, ont commencé à prendre toujours plus de distance par rapport aux autres composantes qui n'étaient pas disposées à liquider d'un coup des années de lutte armée. Le fait est que cette prise de distance a été aussitôt utilisée pour différencier le traitement infligé aux uns et aux autres. L'élaboration politique qui en est sortie indique, au fond, dans l'existence des formations armées — et non dans l'action de l'Etat bourgeois — l'ennemi que le prolétariat doit combattre, et il va de soi qu'elle affirme la nécessité d'abandonner toute lutte violente contre l'Etat et les institutions démocratiques.

Dans certaines propositions — comme celle signée "Une génération détenue" et rédigée par certains inculpés du procès "du 7 avril" et autres, tel Toni Negri — on affirme que la régression de l'Etat démocratique italien, dans le sillage d'une crise économique-sociale toujours plus vaste, doit être combattue en s'appuyant sur les secteurs internes aux institutions qui sont favorables à une solution "politique" du problème de la lutte armée, offrant une pacification avec l'Etat et une bataille commune pour que celui-ci soit effectivement adapté aux tâches nouvelles de pacification sociale.

Il est clair que cette offre signifie en réalité l'acceptation d'un des pivots de l'action répressive de l'Etat, c'est-à-dire la différenciation entre éléments pacifiés et donc "récupérables" à la vie civile et éléments "irrécupérables" et donc à anéantir dans une des

prisons spéciales construites tout exprès. L'un des aspects de cette "opération-dissociation" est représenté par l'isolement et l'élimination des militants "irrécupérables" et par la criminalisation de toute révolte, surtout ouvrière: voir le procès des "61 de la Fiat" de 1979, mais aussi des éléments combattifs de chez Marelli, Alfa Romeo et d'autres entreprises qui les ont suivis. Ce document se place donc sur le terrain de l'ouverture d'un conflit entre les détenus politiques et l'Etat, dont l'objectif immédiat est l'amélioration des conditions pénitentiaires et, dans l'avenir, la création des conditions pour leur rentrée graduelle dans la "vie civile".

Cette proposition ne pouvait pas ne pas déclencher un débat étendu et animé dans tous les milieux de gauche, en prison et au dehors. Celui-ci touche d'autre part un problème réel: la masse et la qualité des détenus politiques en Italie, une fois qu'ils ont commencé à régler leurs comptes avec leur propre passé en mettant en discussion le choix fait naguère, constituent un problème concret tant en termes de bilan politique que des perspectives à court ou moyen terme. Le document de Negri et ses camarades fait un bilan et offre une perspective à tous ceux qui ne sont plus aussi sûrs de la stratégie de la lutte armée; et il s'agit d'une perspective qui peut être perfectionnée, si bien qu'aujourd'hui les formes de dissociation de la lutte armée ne se comptent plus. Il est clair, donc, qu'en excommuniant les signataires du document comme traîtres on se limite à une réaction purement moraliste, bien que totalement justifiée, et on évite en réalité d'affronter politiquement le véritable problème que la parabole même de la lutte armée a mis en lumière: quelle perspective de classe avancer qui ne soit pas la lutte armée telle qu'elle a été conçue dans les diverses idéologies des "organisations combattantes", sans renier l'usage de la violence et en s'appuyant sur le terrain réel de la reprise de la lutte prolétarienne de classe? Une fois de plus, également sur le plan de la riposte à la répression bourgeoise, le problème de fond est celui de bien fixer le tableau des questions dans lequel prendre une série d'initiatives qui mènent à agréger des forces autour de plate-formes de lutte répondant réellement aux besoins de réorganisation classiste du prolétariat. Le plan d'action répressif, nullement stupide, peut être combattu en se déplaçant résolument du terrain de ce que les BR appellent "le niveau toujours plus élevé d'affrontement" contre l'ennemi par excellence, l'Etat, au terrain aujourd'hui apparemment plus décisif et certainement moins exaltant de l'organisation indépendante prolétarienne tant sur le plan revendicatif, syndical, que sur celui de l'auto-défense. C'est sur ce plan que les énergies rebelles et révolutionnaires doivent être canalisées, en y mettant non seulement la charge de la passion de la lutte, mais aussi l'expérience acquise dans les luttes armées afin que le nouveau cycle des luttes prolétariennes qui se profile déjà, trouve des points fermes sur lesquels s'appuyer et se développer.